

RDV 2022

IL EST TEMPS

...



RDV 2022

IL EST
TEMPS
**DE VIVRE
MIEUX**

SEPTEMBRE 2021

SOMMAIRE

INTRODUCTION	5	UNE POLITIQUE GLOBALE DE SANTÉ AU SERVICE D'UNE SOCIÉTÉ DU SOIN	29
UNE NATION DIVISÉE, DES FRANÇAIS ÉPUIÉS	7	ENVIRONNEMENT & CLIMAT : PLUS DE JUSTICE, MOINS DE CARBONE	35
LA RÉPUBLIQUE JUSQU'AU BOUT	11	UNE RÉPUBLIQUE ÉMANCIPATRICE QUI FAIT GRANDIR TOUS SES ENFANTS	41
UN PROJET POUR VIVRE MIEUX	13	DÉMOCRATISER LA DÉMOCRATIE	47
UN PROJET FIDÈLE À NOS VALEURS, NOURRI DE NOTRE EXPÉRIENCE ET DE LA CONSCIENCE DE L'URGENCE	18	LA RÉPUBLIQUE DE LA SÉCURITÉ	54
UN EMPLOI POUR TOUS, UN TRAVAIL DIGNE POUR CHACUN	23	REPRENDRE LE CONTRÔLE DE NOS VIES : LE CHOIX DE L'EUROPE ET DE LA SOLIDARITÉ PLANÉTAIRE	60

NOS PROPOSITIONS POUR VIVRE MIEUX

UN EMPLOI POUR TOUS, UN TRAVAIL DIGNE POUR CHACUN	69	DES CITOYENS ÉMANCIPÉS QUI CHOISISSENT LIBREMENT LEUR CHEMIN	80
MIEUX VIVRE DE SON TRAVAIL, PLUS DE JUSTICE ET MOINS D'INÉGALITÉS	70	CULTURE PARTOUT, POUR TOUTES ET TOUS	80
TRAVAILLER TOUS, PROMOUVOIR UN NOUVEAU MODÈLE VERS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE	71	L'ÉMANCIPATION PAR L'ÉCOLE	81
UNE POLITIQUE GLOBALE DE SANTÉ AU SERVICE D'UNE SOCIÉTÉ DU SOIN	73	UNE AMBITION RETROUVÉE POUR LA RECHERCHE ET L'UNIVERSITÉ	82
ASSURER L'ÉGALITÉ DANS L'ACCÈS À DES SOINS DE QUALITÉ	74	DÉMOCRATISER LA DÉMOCRATIE	83
ÊTRE ATTENTIF AUX PUBLICS VULNÉRABLES OU SPÉCIFIQUES	75	REPRENDRE LE CONTRÔLE : « DÉPRÉSIDENTIALISER » ET « PARLEMENTARISER » NOS INSTITUTIONS	85
PLUS DE JUSTICE, MOINS DE CARBONE	76	FAIRE CONFIANCE À NOS TERRITOIRES ET RECENTRER L'ÉTAT SUR SES MISSIONS ESSENTIELLES	86
GREEN DEAL : DES BALISES POUR LA TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE DE NOS MODES DE VIE	77	UNE RÉPUBLIQUE DE LA SÉCURITÉ	87
INTERDÉPENDANCES ET SOLIDARITÉS	78	FAIRE DE LA RÉINSERTION L'OBJECTIF N°1 DANS LA LUTTE CONTRE LA RÉCIDIVE	90
UNE RÉPUBLIQUE ÉMANCIPATRICE, QUI FAIT GRANDIR TOUS SES ENFANTS	78	LE CHOIX DE L'EUROPE & DE LA SOLIDARITÉ PLANÉTAIRE	91
DE L'ÉGALITÉ RÉELLE AU CITOYEN ÉMANCIPÉ : DE NOUVEAUX DROITS POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS	79	ANNEXES	96
		INDEX	98

INTRODUCTION

En 2022, en nous rendant aux urnes pour élire le prochain président de la République et la prochaine majorité parlementaire, nous aurons à répondre à une question : qui voulons-nous être ? Cette interrogation n'est pas nouvelle. Elle hante les Français depuis longtemps. Mais elle se pose aujourd'hui dans un contexte inédit qui implique pour demain des choix inédits. Le projet que les socialistes présentent aujourd'hui a pour vocation d'éclairer ces choix et d'offrir un chemin d'alternance à nos concitoyens.

Avec la pandémie, nous avons vécu une épreuve dont l'empreinte restera longtemps dans les cœurs et les corps. En la traversant, les Françaises et les Français ont montré le meilleur d'eux-mêmes en affrontant l'inédit d'une crise, l'incertitude, l'angoisse et parfois la peur. Ils ont témoigné par leurs comportements à la fois d'un grand sens des responsabilités et d'un esprit de solidarité sans faille. Au front pour tenir le pays debout, soignants, caissières, livreurs, éboueurs, paysans, ceux que d'ordinaire l'on tient trop souvent dans l'ombre et dont les circonstances ont montré à quel point ils étaient indispensables à nos vies, à la vie. Mais aussi fonctionnaires de police ou de gendarmerie, enseignants assurant la continuité de leurs missions envers et contre tout, avec ce sens de l'intérêt général qui fait la fierté des fonctionnaires et l'esprit du service public à la française. Tout un chacun, enfin, s'interrogeant sur la meilleure manière d'être utile, d'aider, de contribuer à sa façon, même modeste, à l'effort national, ici en cousant les premiers masques, là faisant les courses pour un voisin, toujours en prenant des nouvelles

de leurs proches, de leurs amis, de leur famille, dessinant derrière la formule « *prend soin de toi* », une société plus attentive à l'autre, plus fraternelle.

Comme une revanche sur l'individualisme qui rongait nos sociétés dans tous ses aspects, nous n'avons jamais tant eu besoin les uns des autres. Dans l'épreuve quelque chose a éclos : le désir de nous retrouver, d'« être ensemble », de transformer nos vies et d'offrir à nos enfants un avenir meilleur.

Mais cette crise aura aussi été un révélateur : nous avons touché du doigt les limites du monde tel qu'il a prévalu jusqu'à aujourd'hui, celles d'un modèle aux pieds d'argile, perclus de malfaçons, menacé par l'injustice et par la crise environnementale. Elle aura mis en lumière nos vulnérabilités politiques, sociales, environnementales, économiques, démocratiques ; elle aura apporté à nouveau le témoignage de la violence des inégalités, des fractures qui traversent le pays, de l'intrication de l'homme et de la nature, de l'interdépendance des nations pour le meilleur et pour le pire, de l'urgence sociale et environnementale, de la précarité des démocraties et des tensions internationales, de ce que perte de souveraineté et désindustrialisation veulent dire. Elle nous aura ramené à l'essentiel, au primat de la vie et à la centralité de l'Homme. Elle aura permis, aussi, de distinguer ce qui est important pour nous de ce qui ne l'est pas, et de réorganiser, enfin, la hiérarchie de nos valeurs et de nos priorités. Les Français auront, ainsi, dit leur attachement à notre modèle social, aux services publics, à l'État qui protège et qui

régule, à la juste reconnaissance du travail, à la prise en compte de l'utilité sociale, à la lutte contre toutes les formes, visibles et invisibles, d'inégalité, à la lutte déterminée contre le dérèglement climatique et la perte de biodiversité, à la santé de l'homme et de la nature, à la défense de notre souveraineté industrielle, à une Union européenne qui assume son rôle de protection des citoyens et de régulateur du multilatéralisme...

La pandémie nous aura donc mis à l'épreuve. Mais dans cette épreuve, nous avons appris. Nous avons beaucoup appris sur la France que nous voulions. Nous avons beaucoup appris sur ce que nous étions capables de faire ensemble pour que cette aspiration se traduise concrètement dans nos vies. Et nous avons appris de nos erreurs. Aujourd'hui, nous avons le choix.

Nous pouvons fermer les yeux et considérer cette crise mondiale comme une parenthèse qu'il convient d'oublier au plus vite et plaider pour « le retour à la normale ». Nous pouvons à nouveau laisser prospérer la rage, qui naît de l'humiliation, et le désespoir, que nourrit le sentiment d'impuissance. Mais la situation qui prévalait avant la pandémie n'avait rien de normal.

Ou bien nous pouvons ouvrir les yeux et débattre enfin de nos préférences collectives. Nous pouvons réaffirmer nos valeurs et changer nos priorités. Socialistes, nous sommes convaincus que nous sommes appelés à un changement de modèle et, à tout dire, à une radicale transformation que la crise environnementale rend urgente et impérieuse. Nous sommes aussi certains que les Françaises et les Français veulent ce changement et qu'ensemble nous avons le pouvoir de le faire advenir.

UNE NATION DIVISÉE, DES FRANÇAIS ÉPUIÉS

Où en sommes-nous aujourd'hui ? À bien des égards, les Français se sentent épuisés, désqualifiés, sans contrôle sur leurs propres vies et sur notre destin commun. Nous avons à peine le temps de maîtriser une transformation majeure qu'une autre s'impose. Ce sont des familles et des territoires entiers à qui l'on fait comprendre, du jour au lendemain et souvent avec mépris, que le fruit de leur travail et les choix de leur vie ne valent plus rien et ne sont pas les bons. Ce sont des ouvriers, qui avaient déjà vu fermer leur usine et se sont reconvertis pour retrouver un emploi, à qui l'on dit cette fois qu'ils ne sont plus compétents et qu'on les remplacera, comme on remplace une machine. Ce sont des paysans qu'on a sommés d'adopter un modèle d'agriculture intensive sous peine de disparaître et qui se trouvent prisonniers d'une course à l'abîme, sans parvenir à vivre dignement de leur travail. Ce sont des femmes et des hommes comme tant d'autres qui se sentent dépassés par la numérisation des services et abandonnés par la collectivité. C'est d'abord pour celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre que les socialistes entendent se battre.

La désespérance sociale s'est installée depuis longtemps déjà dans de nombreux territoires avec le sentiment de beaucoup de Français, frappés par la désindustrialisation, exclus de la révolution numérique ou par la transition écologique, d'être les laissés-pour-compte de la mondialisation et d'un monde qui avance, à bien des égards, sans eux, tandis que prospèrent, entre un nombre toujours plus réduit de mains, des richesses et des modes de vie incompatibles avec les limites de la planète,

ajoutant au sentiment d'incompréhension et de colère.

Jamais le défi inégalitaire n'a paru plus grand, ni l'idéal républicain d'émancipation si lointain : les inégalités de revenus et de patrimoine explosent, la possibilité même de s'inventer ou non un avenir trie les vies, les injustices se superposent les unes aux autres et multiplient les frontières aussi invisibles qu'infranchissables. Toutes ces promesses non tenues de la société, le chômage, les fins de mois difficiles, la réalité aussi sourde que violente de la discrimination et le sentiment d'abandon étirent de nombreux territoires et nombre de nos concitoyens.

Jamais non plus, alors que les forêts flambent, que les chaleurs atteignent des records et que se confirme la sixième extinction de masse des espèces, la crise environnementale n'aura paru ni plus tangible, ni plus violente, ni porter, en définitive, aussi nettement dans ses bagages son cortège d'injustices et d'inégalités.

Les défis sont chaque fois plus nombreux, nous ne savons pas toujours où donner de la tête et un sentiment d'impuissance parfois nous saisit. Alors, comme beaucoup d'autres peuples du monde, les Français ne parviennent plus à déterminer quel pouvoir agit sur ce tourbillon. Ils ne se sentent pas seulement atteints dans leur dignité, ils ont aussi le sentiment de perdre le contrôle.

Une perte de contrôle des nations elles-mêmes plus toujours capables de protéger les citoyens et de défendre leurs intérêts, aux prises avec une mondialisation déloyale et sans règle où

seule paraît compter la loi du plus fort. Où prospèrent aussi la contestation du multilatéralisme, les égoïsmes nationaux sur fond de tensions bellicistes, de contestation des droits humains les plus élémentaires, comme en Chine ou en Russie, et où sourd désormais une guerre de modèles politiques que les démocrates doivent regarder sans naïveté ni complaisance. Une perte de contrôle face au capitalisme financier et aux multinationales, plus fortes que des États, qui cherchent à fixer les règles du jeu fiscales, sociales, économiques et environnementales, voire à orienter les débats démocratiques, selon leurs intérêts, au nom d'une nécessaire destruction créatrice, dont on a bien saisi jusqu'ici le pouvoir destructeur, et beaucoup moins le pouvoir créateur.

Face aux tendances lourdes qui caractérisent le désordre du monde - multiplicité des crises régionales et internationales, affaiblissement du multilatéralisme, retour de la confrontation entre puissances continentales, maintien d'un niveau élevé d'investissements dans la défense, retour de la course aux armements... - les citoyens français et européens ont des demandes légitimes de protection et ont une conscience aigüe que la réponse aux menaces n'est pas seulement nationale.

Une perte de contrôle qui affecte la confiance des citoyens dans nos institutions politiques et sociales. Elles sont jugées lentes, inefficaces, impuissantes, parfois même complices des désordres et des injustices. Incapables de protéger. Ceux qui les servent sont déconsidérés ou, pire, tenus en suspicion. La défiance à leur égard n'a jamais été aussi grande. Partout le modèle de la démocratie représentative est en crise, quand il n'est pas fondamentalement

remis en question. Dans certains pays du monde, cette défiance a conduit à l'accession de populistes à leur tête. S'ils ont fait preuve de leur incompétence, notamment dans la pandémie, ont été chassés du pouvoir ou le seront bientôt, ces dirigeants ont attisé les tensions et fragilisé comme jamais les processus démocratiques. Dans d'autres nations, les scènes politiques ont été balayées et de nouveaux acteurs ont émergé. La France n'a pas été épargnée par ce mouvement. Et disons-le tout net : nous qui avons exercé le pouvoir au début de la décennie, nous avons notre part de responsabilité. Nous avons parfois déçu et nous avons parfois nourri ce sentiment d'impuissance qui épuise les Français et la démocratie française.

Nous, socialistes, sommes pourtant convaincus de la nécessité de reprendre le contrôle, de garder la main et de réaffirmer la primauté de la politique sur l'économie, pour engager la grande transformation à laquelle nous sommes appelés. Et nous avons la certitude que cela est possible.

Mais qu'a fait ce président, arrivé aux responsabilités en 2017 dans des circonstances si particulières ? Élu par une majorité pour faire face à l'extrême droite, il aura d'abord gouverné pour une minorité. Élu sur la promesse d'écouter tout le monde, il aura fini par n'écouter que lui-même. Jamais il n'aura cherché à rassembler les Français pour affronter l'avenir et pour résister ensemble à un monde qui se défait. Élu sur la promesse d'apaiser la société, il aura soufflé sur les braises de la division, brocardant ici les « cyniques » et les « fainéants », là « les Gaulois réfractaires » ou « ceux qui ne sont rien », surfant sur la vague populiste par ses attaques contre un prétendu « système »

ou contre les journalistes. Élu sur la promesse de réparer la France, il aura surtout aimé la réforme pour la réforme. Élu sur la promesse de défendre le meilleur du modèle français pour garantir sa survie et aider notre pays à naviguer au milieu de ces grandes transformations, à défaut de les maîtriser, il aura, au contraire, décousu avec méthode les grands compromis républicains auxquels les Français sont attachés. Élu sur la promesse de réformer l'Europe, il aura souvent fait preuve d'une arrogance isolant la France et surtout, mis au Parlement européen, son parti au service de l'Europe libérale. Avec son gouvernement, les faibles se sont sentis plus faibles et les classes moyennes, qui n'ont que leur travail pour vivre, ont été déstabilisées. Il aura été systématiquement fort avec tous les faibles, mais faible devant tous les forts. Élu sur la promesse de préparer l'avenir, il aura parfois semblé faire, mais il aura le plus souvent fait semblant, généreux de mots et avare d'actes, quand il s'agit de l'environnement et de la justice sociale. Élu sur la promesse de mettre fin au sentiment d'impuissance des Français, il l'a nourri. Au lieu de leur permettre d'exprimer leurs doutes, leurs colères et leurs désespoirs, il en a nié l'existence et la légitimité. Au lieu d'offrir un moyen de réguler, par la vie démocratique, toutes les tensions inhérentes à la décision collective, il a affaibli les corps intermédiaires, maltraité le dialogue social et tenu le Parlement, comme les élus locaux, dans le mépris. Les députés et sénateurs socialistes, qui ont été dans l'opposition pendant cinq ans et se sont battus pour faire entendre une autre voix, en savent quelque chose. Et les quelques exercices innovants, à l'image de la Convention citoyenne pour le climat, dont on attendait tant parce que le président avait tant promis, sont restés

sans suite. La frustration en a été plus grande encore.

Alors la colère est devenue rage, et la rage est parfois devenue haine. Si elle ne s'exerçait qu'envers les responsables politiques, le chemin pour sortir de l'ornière serait certes étroit et exigeant, mais il serait presque familier, car nous avons tous à prouver. Or, parce qu'elle n'a pas de débouché politique, cette haine tend à se retourner contre les autres. Contre ceux qui sont plus pauvres que soi, toujours suspects de ne pas faire ce qu'il faut pour sortir de la pauvreté. Contre ceux qui sont différents de soi – étrangers, immigrés, minorités – accusés de mettre en péril l'identité de la nation. Contre ceux qui ne pensent pas comme soi, avec lesquels on refuse désormais d'engager la discussion.

Quand les incertitudes sont fortes et que l'avenir paraît sans issue, quand on ne parvient pas à reprendre en main le destin d'une nation, l'entre-soi devient un refuge, et le repli sur ses semblables apparaît à certains comme une solution. Chacun défend alors sa colère et sa vision du monde, et le dialogue essentiel à la vie démocratique devient impossible.

Et c'est ainsi que la France, déjà épuisée par ces changements, harassée par une longue pandémie, s'épuise encore et encore dans des conflits insolubles sur son identité et se perd dans des chemins qui ne sont pas les siens. Nous subissons et dénonçons ces tensions que nous nous infligeons à nous-mêmes, sans pour autant savoir comment en sortir. Les marchands de peur, qui sentent l'air du temps, les attisent. Ils voient en elles leur gagne-pain et leur raison d'être.

A photograph of a person from behind, wearing a bright pink t-shirt. The t-shirt has white text printed on it. The person is also wearing blue jeans and a black belt. A tattoo is visible on their left arm. In the background, other people are partially visible, including one with purple face paint.

**Du respect,
du temps,
de l'argent!**

LA RÉPUBLIQUE JUSQU'AU BOUT

Socialistes, nous croyons qu'il existe un chemin pour sortir de ces divisions, pour vivre ensemble, pas seulement les uns à côté des autres, pour grandir ensemble, s'engager ensemble, vivre selon les mêmes règles autour de valeurs partagées, affronter ensemble aussi les grands défis qui nous font face. Ce chemin s'appelle la République, et nous voulons la République jusqu'au bout, laïque, sociale et écologique, fidèles à Jaurès : « *Sans la République, le socialisme est impuissant, sans le socialisme, la République est vide* ». La République est bien plus qu'un modèle politique, c'est un cadre de vie en commun fondé sur la recherche de l'égalité réelle comme base des relations sociales et comme mode de production d'un destin commun. C'est la réalisation d'une promesse : celle d'une vie meilleure, pour tous et tous nos enfants. Le moyen d'y parvenir, c'est une société plus juste, où l'État répond présent, se tient au côté de ceux qui innovent et prennent des risques, où la puissance publique protège et émancipe, prend soin des plus vulnérables et porte secours à chaque moment de la vie, en recherchant l'égalité réelle entre tous. C'est une fraternité, une attention égale portée à chacun-e, le sens du dialogue et le respect des autres, l'altruisme, l'action collective, et aussi la responsabilité de toutes et tous vis-à-vis de la communauté nationale.

La condition pour bâtir une société plus juste, c'est de partager le pouvoir, pour que chacun puisse individuellement et collectivement retrouver la maîtrise de son destin. La République « jusqu'au bout », c'est la République partout, qui dessine et construit un destin

commun, offrant une place à chacun, où qu'il vive et d'où qu'il vienne, quelles que soient son histoire ou sa condition ; une République laïque et sociale, une République d'égaux qui resserre les liens entre les membres de la communauté nationale, qui ramène à la République par la République celles et ceux qui s'en défient ou la défient. Une République qui tient ses promesses. C'est, enfin, une République de la confiance et de la coopération, qui s'appuie sur ses territoires, sur l'engagement des citoyens, sur les initiatives du mouvement social, associatif et syndical.

De ce point de vue, le tête-à-tête tant de fois annoncé entre les nationalistes et les libéraux est une impasse. Les uns et comme les autres sont les pires adversaires de l'universalisme républicain, construisant une société toujours plus fracturée, cultivant l'entre-soi des uns et le repli des autres.

L'extrême droite identitaire et nationaliste, qui prétend confondre identité nationale et identité républicaine, travestissant l'un comme l'autre de mensonges nourris d'un prétendu « récit national », tenant en lisière de la République, comme autant de menaces « séparatistes », la multitude des identités particulières et la diversité vivifiante des histoires singulières, n'est pas républicaine. Le rejet de l'autre est anti-républicain, comme l'est la préférence nationale qui trie les citoyens selon leur histoire, leur trajectoire personnelle, leur couleur de peau ou leur religion. Les partis et candidats d'extrême droite sont des usurpateurs de la République. Nous leur refusons la prétention de s'en revendiquer. Nous les avons

toujours combattus. Nous continuerons de les combattre sans relâche. Parce qu'ils n'ont à offrir que des divisions à nos divisions, de la violence à la violence, de l'indignité à une société déjà blessée dans sa dignité. Il n'y a définitivement rien à espérer du désespoir.

Les libéraux qui nous gouvernent abandonnent des populations entières à ce qu'ils croient être leur destin de perdants au nom d'une égalité des chances qui n'a plus grand-chose à voir avec la méritocratie républicaine, ne se souciant en réalité ni de justice, ni d'égalité, ni d'émancipation, au risque d'abîmer l'idéal républicain dans des promesses illusoires ; ils ne sont pas républicains. Le mérite se mesure au chemin parcouru par ceux qui s'arrachent à la pesanteur et au déterminisme des destins écrits d'avance. Nous refusons aux forces libérales, gagnantes de la « mondialisation heureuse », le registre de l'émancipation et de la méritocratie républicaine. Il n'y a rien d'émancipateur dans la promotion des premiers de cordée. Il n'y a que la reproduction de l'ordre social et la perpétuation des inégalités de destin, et cela n'a rien à voir avec la République.

Nous avons pour notre part, à la différence des libéraux, la conviction que la réussite d'une nation ne se résume pas à celle de ses gagnants, qu'il n'y a pas de justes inégalités, ni que la richesse d'un pays tienne au seul niveau de son PIB. Nous ne croyons pas non plus à un monde gouverné par de prétendues « lois du marché », au positivisme de comptoir, au marché de dupe du « ni de gauche, ni de droite » et à l'absence d'alternative. Nous croyons, aux

côtés de ceux qui innove, entreprennent, créent des emplois et prennent des risques, chefs d'entreprise ou travailleurs, à la possibilité d'une économie porteuse de sens, mise au service de l'humain, de la justice sociale et du bien commun. Nous croyons à la nécessité, autant qu'à la possibilité, d'une transformation écologique et sociale. Ce qui nous différencie fondamentalement de ceux qui, aujourd'hui, nous gouvernent et n'entendent tirer aucune leçon de la crise que nous traversons, c'est une certaine idée de la réussite, de la prospérité et, à dire vrai, du bien-être. Un certain rapport au progrès, à l'avenir, à la politique.

Pour nous, la réussite se mesure aux progrès accomplis dans la santé, dans l'éducation, à ce que vivent au quotidien les Français et ressentent ceux qui font marcher la société, fonctionner l'économie ou cherchent du travail parce qu'ils n'en ont pas. Notre thermomètre, c'est leur conviction que leur vie s'est améliorée. C'est leur sentiment de vivre et d'avoir leur place dans une société plus juste. C'est leur certitude d'être prêt à répondre au défi du dérèglement climatique et leur mobilisation pour préserver la biodiversité. Et c'est à eux que s'adresse d'abord ce projet. C'est pour eux et avec eux que nous allons bâtir l'avenir et construire l'alternance.

UN PROJET POUR VIVRE MIEUX

Aux soignants, caissières, ouvriers, employés, livreurs, éboueurs, paysans, enseignants, fonctionnaires et bien d'autres encore, vous qui prenez soin de tous : il est temps que votre travail soit enfin reconnu à sa juste valeur. Il est indispensable à nos vies et trop souvent tenu dans l'ombre. La pandémie l'a rappelé à ceux qui ne voulaient pas le voir. Nous nous battons pour un juste partage de la richesse créée, pour que vos salaires soient augmentés et votre pouvoir d'achat soutenu. Nous œuvrons à la pleine santé au travail par la prévention des risques professionnels et de la pénibilité, et nous donnerons aux travailleurs les plus précaires, comme ceux des plateformes ou les indépendants, la protection dont ils ont besoin et les droits qui leurs sont dus. La baisse des accidents du travail, la réduction des écarts de salaires, l'accroissement de l'espérance de vie en bonne santé, le temps libéré pour faire autre chose que travailler : voilà des indicateurs de réussite d'une société.

À tous les jeunes, avec ou sans emploi, étudiants ou non : une société qui vous voit, sans réagir, faire la queue auprès des banques alimentaires, ne vous respecte pas, ne se respecte pas et ne respecte pas son avenir. Vous avez le droit de manger à votre faim sans avoir à en arriver là. Certains parlent d'abaisser la majorité pénale : nous parlons d'abaisser la majorité sociale. Nous mettrons en œuvre notre engagement en faveur d'un minimum jeunesse accessible dès 18 ans sous condition de ressources. Nous vous accompagnerons dans vos premiers pas de parents et dans votre entrée sur le marché du travail. Nous réconcilierons le pays avec son école, trop souvent délaissée et

vilipendée, pourtant pilier de la République et outil d'une vie meilleure. Nous serons près des enfants, de leurs mille premiers jours à leurs 25 ans, grâce à des politiques publiques et éducatives ambitieuses permettant de combattre les inégalités scolaires et d'offrir à chacun un chemin d'émancipation. Et nous mettrons fin au sous-investissement chronique dont souffrent l'enseignement supérieur et la recherche parce qu'ils sont votre avenir et le nôtre. Le nombre d'enfants mieux protégés, le nombre de jeunes sortis de la pauvreté chaque année ou du décrochage scolaire, le niveau de formation atteint par la population : voilà des indicateurs de réussite d'une société.

À vous qui habitez dans des quartiers populaires défavorisés, villes moyennes en déprise, zones rurales isolées, où il manque de tout, à commencer par l'essentiel : nous voulons que vous viviez mieux. Nous nous battons pour que vous ayez un meilleur accès aux services publics, à un médecin, au travail et pour que votre accès au sport et à la culture ne soit pas une promesse vaine. Nous nous battons pour que vous vous sentiez en sécurité. Nous nous battons pour qu'il y ait plus de mixité sociale dans vos écoles, pour des logements dignes et abordables. Nous investirons dans les transports – petites lignes de train, mobilité durable – et ferons tout pour faciliter votre mobilité. Parce qu'il y a encore des jeunes qui, à vingt ans, n'ont jamais vu la mer ou la montagne. Parce qu'il y en a d'autres qui, à vingt ans, n'ont jamais vu Paris alors qu'ils n'habitent qu'à douze kilomètres de la capitale. Parce que chacun a le droit de pouvoir partir d'un lieu dans lequel il se sent enfermé comme de

pouvoir revenir vivre et travailler au pays. Et nous investirons dans le logement pour qu'il soit accessible, correctement chauffé et rénové, adapté aux personnes âgées et aux situations de handicap. Le nombre de logements construits chaque année, de passoires thermiques rénovées, de maisons France Services qui ouvrent, de quartiers rénovés, d'enfants qui partent en vacances : voilà l'indicateur de réussite d'une société.

À tous ceux qui s'inquiètent de leur vulnérabilité, de celle de leurs proches, de celle de tout homme et de celle du vivant, et se sentent parfois bien seuls lorsqu'ils y font face : nous vous disons que vous ne serez pas seul. Vous pouvez déjà compter sur les infirmières et les infirmiers, les psychologues, les médecins scolaires et universitaires, les femmes et les hommes qui travaillent dans les maisons de retraite. Nous en recruterons davantage. Vous pourrez vous appuyer sur des dispositifs spécialement adaptés aux besoins des personnes vivant avec un handicap dans les structures de santé afin que vous vous sentiez respectés. Nous tirerons les leçons de la pandémie et réformerons enfin en profondeur l'hôpital, son financement et son mode de gouvernance. Vous saurez, si vous êtes malade, que vous pourrez compter sur des soignants qui iront mieux parce qu'ils auront de meilleures conditions de travail. Nous garantirons une vie digne à toutes et tous. Chacun a le droit à une alimentation de qualité, à vivre dans un logement salubre, à se chauffer, à protéger ainsi sa famille, permettre à ses enfants de vivre en bonne santé, d'étudier dans des conditions correctes. Nous voulons tendre vers une société du soin. Et à nos

yeux, elle comprend et s'adresse à l'ensemble du vivant. C'est pourquoi nous porterons une politique ambitieuse d'agroécologie, de protection des forêts et des espaces maritimes. Nous voulons aussi progresser dans la prise en compte de la condition animale et nous créerons un véritable crime d'écocide. Une espérance de vie en bonne santé qui augmente, un effondrement de la biodiversité enrayé, une santé environnementale qui s'améliore : voilà des indicateurs de réussite d'une société.

À ceux qui ont vu leur vallée dévastée par la tempête, craignent les inondations, s'inquiètent des pics de chaleur et des feux de forêt à répétition ; à nous tous, qui savons qu'il faut affronter le défi du dérèglement climatique mais ne savons pas toujours par quel bout commencer ; à ceux d'entre nous qui craignent de perdre leur emploi à la faveur de cette révolution, ou de voir leurs conditions de vie se dégrader parce que ce fut à chaque fois le cas lorsqu'on leur a demandé de changer : nous montrerons que nous avons les ressources collectives pour faire face. Nous prouverons que la réponse au dérèglement climatique peut être la possibilité de vivre mieux, de mieux se loger, de mieux se nourrir... Que la transition écologique dans la justice peut être mise au service des plus vulnérables, que les transitions s'anticipent et s'accompagnent. Elle commande une reprise en main par la politique de l'économie trop longtemps dominée par le capitalisme financier et la globalisation, elle implique d'inventer un nouveau régime de croissance décarbonée tourné vers la transition écologique et mis au service de l'humain, en rupture avec l'ère du productivisme carbo-



né indifférente à la finitude du monde. Elle appelle des investissements publics massifs de long terme pour financer les transformations des infrastructures de nos entreprises et de notre industrie, pour soutenir les secteurs clefs de la transition écologique, relocaliser ce qui doit l'être, garantir notre souveraineté industrielle et assurer la solidarité : avec nos alliés en Europe et dans les collectivités qui sont en première ligne, nous nous battons pour qu'ils soient à la hauteur de l'enjeu. Elle appelle de nouvelles réglementations, une finance véritablement responsable et de nouveaux accords commerciaux pour en finir avec la logique du moins-disant social et environnemental : nous promouvoirons une nouvelle génération de traités et nous conditionnerons les aides de l'État au respect de contreparties environnementales et sociales. Et parce que la transition a un coût, notamment pour les plus fragiles, nous les aiderons à le prendre en charge, grâce à un chèque climat. Un ISF vert permettra de répartir équitablement les efforts et de le financer. Cette politique ne se fera ni sans les travailleurs ni sans les chômeurs : elle permettra de créer un million d'emplois verts. Car nous voulons plus de justice et moins de carbone. Changer les indicateurs de la comptabilité publique pour qu'ils prennent en compte nos avancées vers les objectifs de développement durable, être guidé par un objectif de bien-être physique, psychique et social : voilà un indicateur de réussite d'une société.

À ceux à qui la délinquance et les incivilités pourrissent la vie, qui aspirent à la tranquillité au quotidien et à la sécurité en bas de chez eux, nous nous engagerons pour que chacun

ait le droit de vivre chaque jour et en tout point du territoire, sans peur et sans appréhension pour lui-même, pour ses proches ou pour ses biens. La sécurité est une préoccupation au cœur des valeurs de la gauche, parce qu'il y a toujours, derrière un acte de délinquance, des vies gâchées et que les plus défavorisés sont toujours les premiers menacés. Nous défendons les services publics de la police et de la justice qui doivent travailler main dans la main, la police de proximité nécessaire à la qualité des relations entre la population et les forces de l'ordre, et la prévention de la délinquance et de sa récurrence par la réinsertion. Contre les poussées de fièvre sécuritaire et les réponses à courte vue, nous opposons un travail constant et déterminé, respectueux de nos droits et libertés, la sécurité républicaine plutôt que la République sécuritaire.

Pour investir et répartir justement, nous avons besoin de la puissance publique. Avec la pandémie, l'État a fait son retour. Les Français s'en réjouissent, parce qu'ils savent combien l'histoire de notre pays a été façonnée par son intervention. C'est ce qui faisait notre singularité. On nous la présentait comme dépassée. Aujourd'hui, elle est célébrée dans les démocraties occidentales, y compris par les libéraux, qui ont dû choisir l'option du « quoi qu'il en coûte ». Comme un hommage du vice à la vertu, les voilà contraints de reconnaître que nous avons raison. Les services publics redeviennent symbole d'efficacité et de protection, face aux risques et aux crises, face aux investissements colossaux à réaliser, ils sont la solution moderne pour garantir à toutes et tous l'accès aux biens publics essentiels, à la

mobilité, à l'énergie. Loin de toute logique de privatisation, il convient au contraire d'assurer le renouveau des services publics et d'élargir leur champ d'intervention. Mais il n'y a qu'un seul moyen de garantir que le retour de la puissance publique se fasse au bénéfice de la justice et arbitre en faveur de l'intérêt général : il faut partager le pouvoir.

Nous le partagerons donc partout où cela sera possible. Dans l'entreprise, où nous généraliserons la participation des administrateurs salariés dans les conseils d'administration. Dans l'élaboration de la loi, en faisant de la participation citoyenne non pas quelque chose d'exceptionnel mais une pratique habituelle dans la décision, l'exécution et le contrôle de l'action publique, en facilitant notamment les amendements citoyens et les référendums d'initia-

tive citoyenne. Entre les différents niveaux de décision, en prenant acte des responsabilités partagées avec les institutions européennes et les collectivités territoriales. Entre les femmes et les hommes, en allant au bout de la parité, localement et nationalement. Au pouvoir, nous imposerons également des contre-pouvoirs. Parce que le président en concentre trop aujourd'hui, nous renforcerons le rôle du premier ministre et celui du Parlement. Nous nous engageons, enfin, à exercer le pouvoir autrement, en donnant plus de droits aux oppositions et aux minorités politiques, en les respectant. Faire en sorte que chaque voix compte : voilà un moyen de rendre plus légitime et plus efficace l'action publique. Voilà un indicateur de réussite d'une société.

UN PROJET FIDÈLE À NOS VALEURS, NOURRI DE NOTRE EXPÉRIENCE ET DE LA CONSCIENCE DE L'URGENCE

Aller vers un emploi pour tous et un travail digne pour chacun, mettre en place une politique globale de santé au service d'une société du soin, agir pour plus de justice et moins de carbone, renouer avec une République émancipatrice qui, par l'école, par la culture et par le sport notamment, fait grandir ses enfants, démocratiser la démocratie, protéger au quotidien : ces axes et ces propositions tracent un chemin pour reprendre en main notre destin et réconcilier les Français avec eux-mêmes. Un chemin pour retrouver le sens du bien commun et de la vie ensemble. Un chemin déterminé de transformation de la société. Ce projet est un projet pour l'homme et pour la planète, pour aujourd'hui et pour les générations futures ; un projet renouant avec la geste de la rupture pour changer la vie : rupture avec un monde désormais menacé par la précarité économique, sociale et écologique où nous a entraînés l'ère néo-libérale ; un projet de souveraineté solidaire, exigeant avec l'Europe et envers le multilatéralisme ; un projet humaniste, donc démocratique, social et écologique, nourri de l'expérience, de nos réussites comme de nos échecs ou de nos insuffisances que nous savons regarder en face, et trempé dans la crise ; un projet redonnant sa place à la puissance publique, à ses outils de régulation, aux services publics et à la décision politique ; un projet volontariste sur le plan économique et budgétaire, faisant le choix d'une augmentation sans précédent des investissements publics de long terme dans les secteurs stratégiques, alors que se font déjà entendre les obsédés de la consolidation rapide, les apôtres des 3 % et d'un pacte de stabilité, aujourd'hui suspendu, dont nous contestons depuis long-

temps, et plus encore aujourd'hui, le bien fondé et l'efficacité ; un projet de justice sociale et territoriale ; un projet de la vie quotidienne, des services publics, de la République qui marche...

Il a été élaboré par celles et ceux qui partagent les valeurs du Parti socialiste. Militants, élus, citoyens engagés, syndicats, ONG, chercheurs ont été consultés, ont pu réagir et contribuer à un projet dévoilé, mois après mois, et aujourd'hui retravaillé.

Ces propositions forment un tout et dessinent un projet de société : il est fondé sur les principes que nous avons articulés, et chaque partie a besoin des autres pour pouvoir pleinement se réaliser. Ce projet interdépendant répond aux enjeux d'un monde interdépendant. Sans justice climatique et environnementale, il n'y a pas d'humanité pérenne, notre santé est menacée, nos démocraties sous tension. La bonne santé dépend à la fois d'un environnement sain, mais aussi des conditions de travail. Sans travail pour toutes et tous, le sens de l'action et la capacité des uns et des autres à faire société sont remis en cause, les inégalités progressent. Nous remettons donc l'humain au cœur de tout, du travail comme du parcours de santé, quand d'autres font de tous les lieux les sources du profit spéculatif. Le pivot de cette société que nous dessinons, c'est l'éducation, clé de l'égalité, clé de l'émancipation, clé du progrès aussi. L'École, au sens large – de la prime enfance à la formation continue – porte en elle les germes du monde de demain, de la sensibilisation dès le plus jeune âge aux enjeux environnementaux, jusqu'à la production du savoir, de la science et

de l'innovation nécessaires pour accroître nos connaissances et répondre au défi climatique en particulier. L'École est aussi l'un des lieux de l'apprentissage et de la construction d'une démocratie plus mature. Le citoyen éclairé est l'acteur engagé dans le processus d'ouverture de la démocratie que nous promovons. Une démocratie continue, partagée, qui retrouve le sens du débat, de la discussion, de la délibération parce que nous misons sur l'intelligence collective.

Ce projet, nous le porterons, la France le portera, aux niveaux européen et international.

L'Europe doit être l'outil de notre souveraineté retrouvée, l'instrument qui permet de reprendre le contrôle de nos vies. Cela implique pour l'Europe de se doter des moyens pour assumer un agenda stratégique et de puissance commun et d'œuvrer aux côtés de l'ONU et au sein des organisations multilatérales pour faire la démonstration que la rénovation du multilatéralisme et la solidarité internationale sont les seules voies viables pour relever les défis à l'échelle planétaire. À ce titre, et parce que notre attachement et nos convictions sur l'Europe sont profondes, nous aspirons à une Union qui place la défense européenne au même niveau que toutes les autres politiques communautaires, ce qui requiert une accélération des projets communs capacitaires et industriels.

L'Europe doit redevenir un projet politique et non technocratique. Il n'y aura pas de relance de la construction européenne sans vision partagée d'un intérêt général commun qui transcende les égoïsmes nationaux, sans nou-

veau projet collectif porté par les États qui le souhaitent. Puisqu'il est possible d'en sortir, l'Europe peut mourir, il ne s'agit donc plus de subir mais, pour chacun, de choisir. Face aux crises, face à la Covid-19, l'Europe a su faire autrement, suspendre le pacte de stabilité, se doter d'une solidarité budgétaire, accélérer ses investissements. Le retour à la « normale », austéritaire et libéral, n'est pas envisageable. Le projet que nous voulons pour le pays : « toutes et tous vivre mieux », nous voulons en faire le cœur d'un nouveau projet européen à travers un nouvel agenda de coopération, centré sur la convergence humaine et sociale, la priorité à la jeunesse et l'éducation, la mobilisation pour la transition écologique, l'investissement dans la recherche et l'industrie de demain. Une Europe souveraine, protectrice, doit rompre avec une vision naïve de la mondialisation, défendre ses intérêts et son modèle de société, renforcer ses solidarités avec l'Afrique et la Méditerranée, notamment en organisant conjointement les migrations circulaires, mais toujours préférer la coopération à la confrontation. C'est pourquoi notre diplomatie, notre force militaire, notre politique d'aide au développement et de rayonnement culturel, doivent être coordonnées au niveau européen et mises au service d'une ambition collective de paix, de prospérité partagée qui passe par le renouveau du cadre onusien et l'instauration de nouvelles règles et coopérations mondiales dans le commerce, la santé, la mobilité, l'environnement. Socialistes, nous sommes européens et internationalistes, car c'est l'expression de notre attachement à la fraternité humaine, cet engagement, cette utopie, nous les porterons avec force demain comme hier.



Notre projet, ces propositions, s'appuient sur des principes simples, cohérents, qui constituent les vecteurs de la pensée socialiste depuis deux siècles. La conscience profonde des injustices et des inégalités qui sont autant de fléaux à combattre au nom d'une République plus fraternelle. Le refus de la spéculation, de l'accaparement par un petit nombre, d'un discours libéral qui prolifère sur le terreau des inégalités. Le primat du collectif et du bien commun, la reconnaissance des interdépendances et des liens pour concevoir les nouvelles solidarités. Un internationalisme nécessaire pour agir vraiment, et dont les interconnexions croissantes à l'échelle planétaire ne font que renforcer la nécessité. Un humanisme ardent qui refuse toutes les discriminations et conduit à prendre soin des autres et à accorder à toutes et tous une égale dignité. Un féminisme combattif qui s'attache, partout et pour tout, à promouvoir et faire l'égalité. Un attachement à développer la démocratie à toutes les échelles et dans tous les lieux pour ouvrir la porte à l'intelligence collective. Une prise en compte pleine et entière du nouveau paradigme écologique car on ne peut plus produire les richesses en détruisant la biodiversité et les ressources naturelles ni aspirer à une vie meilleure sans retrouver une harmonie avec notre environnement, sans prendre en compte, en toute chose, la planète et le vivant. La préférence pour le long terme, une capacité à se projeter vers l'avenir qui doit aujourd'hui être notre boussole face à la crise climatique qui n'est plus une menace mais une réalité qui, chaque année, détruit des millions de vies et en bouleverse des dizaines de millions d'autres. Une articulation permanente entre un idéal qu'il faut constamment viser, et le réel qu'il faut impérieusement transformer. Celle dont parlait Jaurès.

Ces propositions s'appuient notamment sur le

travail que les parlementaires socialistes ont mené, dans l'épreuve de l'opposition à l'Assemblée comme au Sénat. Elles s'alimentent aussi de la production des parlementaires européens, des contributions militantes et citoyennes, et se nourrissent de l'action quotidienne des élus locaux, maires, présidents de département et de région, qui n'ont de cesse d'innover, d'expérimenter et de faire leurs les questions de lutte contre les inégalités et de changement climatique, faisant vivre la République du quotidien dans chaque acte de la vie. Des militants socialistes qui, chaque jour, dans leurs sections, à leur travail ou sur leur territoire, agissent pour permettre à chacune et à chacun de vivre mieux.

Jamais ils n'ont cessé de construire ensemble, de dialoguer les uns avec les autres, mais aussi de travailler avec les ONG, les syndicats, les acteurs économiques et les chercheurs pour concevoir, par exemple, un revenu de base ouvert à 18 ans alors que les rangs des banques alimentaires se grossissaient de notre jeunesse ; pour mettre la codétermination au cœur de la gouvernance des entreprises et offrir ainsi un cadre protecteur contre les dérives d'une financiarisation de l'économie et un creuset pour gérer les mutations technologiques ; pour donner un statut aux travailleurs ubérisés par le capitalisme numérique dans l'indifférence du gouvernement ; pour formuler des propositions concrètes pour plus de justice fiscale en réformant le droit des successions ou la fiscalité des multinationales ; pour proposer de nouvelles règles dans le partage de la valeur ajoutée et des limites aux écarts de rémunération pour que le travail paie vraiment ; pour inventer un mécanisme de massification de la rénovation thermique des logements visant à sortir 12 millions de Français de la précarité énergétique en dix ans ; pour répondre aux déserts médicaux et à l'inégalité

d'accès aux soins par le mécanisme du conventionnement sélectif ; pour imaginer de nouveaux indicateurs de richesse et de bien-être susceptibles de guider l'action publique...

Ils ont été au rendez-vous de la défense des services publics lorsque le gouvernement a voulu privatiser les Aéroports de Paris ou démanteler EDF, au rendez-vous de la défense de notre modèle social lors du débat sur les retraites, sur la réforme de l'assurance-chômage ou des APL. Au rendez-vous de la crise de l'hôpital public en défendant un plan d'urgence à la veille de la pandémie de la Covid-19, au rendez-vous de la relance en présentant un plan rebond ambitieux alors que le gouvernement tardait à présenter un plan finalement décevant, au rendez-vous de la préparation de l'avenir avec le plan de soutien à la recherche...

Au rendez-vous de la vie quotidienne des Françaises et des Français dans la proximité et la solidarité, en milieu rural comme en ville, de la petite enfance au seuil de la vie. De la santé à l'environnement, de l'emploi aux transports quotidiens, de l'éducation aux entreprises, du soutien à l'agriculture à l'équipement des territoires ruraux, de la culture à l'insertion, nos villes, nos métropoles, nos départements et nos régions protègent et agissent au plus près des territoires et de ceux qui y vivent. Ils sont les fers de lance de la grande transformation.

Forts de ces combats, forts de ce travail, forts de l'expérience de nos élus partout en France, lorsque nous accéderons au pouvoir, nous serons prêts à l'exercer.

En écrivant ce projet, nous inventons ce chemin collectif qui fait des prochaines élections présidentielle et législatives le rendez-vous pour choisir l'alternance. Ce projet est tout à la fois l'affirmation forte et claire de notre identité socialiste forte de plus d'un siècle d'histoire politique et philosophique, et notre feuille de route à partir de laquelle engager le dialogue avec les forces de gauche et de l'écologie. Nous ne croyons ni aux gauches irréconciliables ni aux consensus artificiels. Notre identité est spécifique à gauche et notre projet original. Il n'est ni une variante sociale du projet écologiste ni la version modérée de celui des insoumis. Nous sommes socialistes, personne ne nous a remplacés sur la scène politique et nous sommes aujourd'hui encore au cœur de la gauche, ceux qui savent articuler critique sociale, radicalité des propositions, esprit de responsabilité et capacité à agir avec toutes et tous à tous les niveaux de gouvernement, du local au global. Mais, surtout, personne n'a jamais proposé, comme nous le faisons de nouveau aujourd'hui, un chemin pour articuler justice sociale, émancipation humaine, transformation écologique, coopération européenne et internationale, et cela dans la fidélité au projet de la République française, un projet social, laïque, universel et fraternel.

La confrontation entre les projets, le dialogue pour construire un socle commun, ce que nous avons appelé la primaire des idées, restent indispensables pour gagner en 2022. Ouvrons ce dialogue sans tarder. Parce qu'il est encore temps. Parce qu'il est tout juste temps. Parce qu'il nous faut vite agir, ensemble.

UN EMPLOI POUR TOUS, UN TRAVAIL DIGNE POUR CHACUN

Usines réduites au silence, avions cloués au sol, théâtres, musées, magasins et restaurants fermés, rues désertes, économie mondiale à l'arrêt. Il aura fallu une pandémie mondiale, des millions de morts, la menace d'un drame plus grand encore, pour nous ramener à l'essentiel : le primat de la vie sur l'économie.

Dans cette crise inédite, qui pourrait en préfigurer bien d'autres, chacun a pu mesurer les impasses d'un modèle menacé par l'injustice et la démesure et, en définitive, par la précarité économique, sociale et écologique où nous a entraînés l'ère néolibérale.

Les leçons de cette pandémie sont nombreuses, alors que s'agitent déjà les artisans intéressés d'un « retour à la normale » et qu'au « quoi qu'il en coûte » succède la question pleine de menaces et de sous-entendus du « *Qui va payer ?* ». Il n'est pourtant pas temps de revenir sur les aides massives à nos entreprises, ni sur le chômage partiel, pourtant essentiels au grand virage qui s'annonce, ni moins encore de mettre en œuvre une réforme de l'assurance-chômage, adoptée contre les partenaires sociaux, qui fera de nombreux perdants parmi les plus jeunes et les plus précaires. Nous ne sommes pas seulement appelés à sortir d'une crise qui n'a donné à voir qu'une part d'elle-même et menace les plus fragiles d'entre nous du chômage, de la précarité, de la pauvreté, mais également à changer de modèle, sans oublier personne sur le bord de la route et sans sacrifier l'avenir au présent. Un modèle respectueux de l'homme et de son environnement, reconsidérant nos valeurs et nos priorités, soucieux de justice.

L'homme est pour nous le point de départ et le point d'horizon d'un modèle mis au défi d'une transformation en profondeur donnant à chacun un sens à son existence, lui permettant de vivre dans la dignité d'un travail de qualité, justement rémunéré et mis au bénéfice d'une économie durable.

Nous croyons particulièrement, depuis la révolution industrielle, à la centralité du travail dans nos sociétés comme dans la vie de chacune et chacun d'entre nous.

Le travail comme réalisation de soi, qui fait la femme ou l'homme. Le travail qui offre un statut, le travail qui émancipe, le travail qui paye pour vivre et pas seulement pour survivre. Le travail qui crée des droits et des protections, pas seulement lorsqu'il est adossé au salariat. Le travail comme communauté mise au service de causes communes et de buts partagés, ceux d'une nation comme ceux d'une entreprise. Le travail porteur de sens, le beau travail, comme on parle du beau geste de l'artisan ou de l'ouvrier. Nous réaffirmons notre attachement au travail heureux.

Mais nous savons aussi que le travail parfois abîme, que les maladies professionnelles demeurent nombreuses et que la pénibilité est une réalité qui se paye par la baisse de l'espérance de vie. Le travail est aussi fait de rapports de force, de violences et de souffrances psychologiques. Il rime trop souvent encore avec inégalité, discrimination, tâches émiettées, précarité, ubérisation, tâcheronnage et, en définitive, perte de sens. Nous réaffirmons que nul ne devrait être malade, ni mourir de son travail.

Nous disons également que la perte d'un emploi est toujours une blessure, comme le chômage pour celui qui s'y trouve confronté et parfois s'y noie, que le sentiment de relégation et d'injustice est grand lorsque l'on peine à entrer sur le marché du travail. Le chômage de masse, qui s'est depuis trop longtemps imposé comme une fatalité dans notre pays, contribue à un processus de déshumanisation des individus, c'est pourquoi nous faisons de la santé des personnes privées d'emploi un de nos objectifs prioritaires de santé publique.

Nous réfutons dès lors absolument les caricatures des apologistes du libéralisme qui prétendent départager les travailleurs « méritants », durs à la tâche, et les chômeurs complaisamment oisifs « parce qu'ils le veulent bien », justifiant dès lors toutes les régressions des droits sociaux sur fond de poncifs sur l'assistanat, comme la dernière réforme de l'assurance-chômage ou le refus obstiné d'ouvrir le RSA à 18 ans. Nous affirmons que tout homme, toute femme, désire travailler.

Nous voulons rendre vertueux l'accès à la formation tout au long de la vie pour les femmes et les hommes. Si le développement des compétences est un enjeu majeur, celui de la sécurisation des parcours professionnels des personnes, de manière pragmatique et adaptée à l'état du marché du travail, en est un autre. Aussi est-il nécessaire de soutenir l'accès et le rebond des personnes en difficulté d'un contrat court à l'autre dans un contexte de fragmentation du marché du travail, en sécurisant leurs revenus et en leur redonnant de la visibilité et un sentiment de maîtrise de leur vie.

Fidèles à nos principes humanistes, nous réaffirmons l'idéal d'un travail pour tous comme objectif politique, guidés par l'esprit de Philadelphie selon lequel « le travail n'est pas une marchandise » et attachés au droit au travail proclamé par la Déclaration universelle des droits de l'homme et au droit à un emploi inscrit dans la Constitution.

Au capitalisme numérique, qui s'affranchit des lois communes et qui fait fi des cadres connus de l'entreprise et de la régulation du travail, nous voulons donner des règles. Nous considérons que c'est à la loi d'instituer un cadre social protecteur face aux dégâts du management algorithmique. Les relations du travail doivent rester sous l'emprise d'un droit du travail qui protège le travailleur et rééquilibre les rapports de subordination. Mais notre critique du capitalisme numérique comme financier n'est pas celle de l'esprit d'entreprise. Nous croyons à la puissance d'innovation de très nombreuses entreprises soucieuses de donner un sens éthique à leurs actions et préoccupées de leurs conséquences sur l'homme et son environnement.

À la crise climatique qui percute des pans entiers de notre modèle productif et nous contraint à changer nos modes de vie pour changer la vie, nous voulons donner une issue heureuse en construisant les emplois de demain avec les travailleurs d'aujourd'hui. Nous croyons à la nécessité d'une conversion orientée et régulée de notre modèle productif, articulant protection sociale et transition écologique, et au rôle réaffirmé de l'État dans la définition et la mise en œuvre des stratégies

industrielles, par l'investissement et la commande publique, la conditionnalité des aides et la participation directe au capital des entreprises les plus stratégiques. L'État protecteur, garant d'un haut niveau de normes sociales et environnementales, comme de la loyauté de la concurrence, mobilisant tous les outils d'une politique budgétaire et fiscale expansive au service de la préparation de l'avenir.

Au vieillissement de la population et au défi de la dépendance, nous voulons répondre par une société du soin et de l'attention à l'autre en reconnaissant la valeur sociale de celles et ceux dont c'est le métier. De nombreux métiers, pour aujourd'hui comme pour demain, ont ici leur terreau, nous voulons les faire éclore. Au travail nous voulons rendre son sens, au travailleur son pouvoir de vivre et d'agir.

Parce que rien de ce qui concerne l'avenir du travail ne saurait être étranger aux travailleurs eux-mêmes et à leurs représentants, nous réaffirmons, enfin, la nécessité d'un dialogue social exigeant et constant. Cela implique, en particulier, d'abroger les ordonnances Pénicaud qui, loin d'avoir tenu la promesse d'un renforcement du dialogue social, l'ont amoindri comme jamais. Si nous manquons d'emplois, nous ne manquons pas de travail. Nous ne croyons pas à la fin du travail.

Face à un modèle libéral fondé sur l'exacerbation de la concurrence entre les individus, **nous voulons promouvoir un contre-modèle qui renoue avec l'exigence de la solidarité collective.** Un modèle qui acte enfin que le progrès ne peut être durable que s'il est partagé. Le cœur de ce renouveau repose sur les

compétences humaines, la créativité et l'innovation d'où qu'ils viennent, des ouvriers à l'ingénieur, des salariés aux entrepreneurs.

Nous voulons que le travail soit à la fois porteur de sens et de qualité.

Redonner du sens au travail, c'est rechercher un meilleur équilibre entre vie personnelle et professionnelle en encourageant les initiatives concertées de réduction du temps de travail hebdomadaire et en accompagnant la réflexion sur l'aménagement du temps de travail tout au long de la vie ; en garantissant la qualité, c'est prévenir les maladies professionnelles, la pénibilité et les risques psychosociaux et œuvrer à la pleine santé au travail. Les services de santé au travail, dont nous assurerons le développement indispensable, trouveront là la plénitude de leur mission.

Nous voulons aussi repenser l'entreprise.

L'entreprise qui aspire à davantage de justice, d'écologie et de participation des salariés. L'entreprise comme communauté humaine, un espace de droit et de responsabilité, un projet partagé. Nous considérons l'entreprise, non plus seulement comme un « acteur du marché » mais comme un objet politique à part entière dont l'action « déborde » sur son environnement comme sur l'ensemble de la société. L'entreprise dans toute sa diversité, de l'artisanat aux grands groupes en passant par les PME, et la force des voies alternatives que sont l'économie sociale et solidaire et l'entrepreneuriat social.

Nous voulons que chacun puisse vivre dignement de son travail. Aussi, nous considérons que le travail – dans le secteur privé

comme dans le secteur public – doit être rémunéré à sa juste valeur. La reconnaissance « des premiers de corvée », ainsi qu'un juste partage des rémunérations entre les hauts et les bas revenus, sont des mesures impératives devant déboucher sur une augmentation des bas salaires et sur la défense du pouvoir d'achat des plus modestes.

Nous voulons aligner la fiscalité du capital et du travail, déséquilibrée par la suppression de l'ISF et l'instauration de la *flat tax*, car nous croyons à la valeur travail et refusons une société privilégiant la rente.

Nous voulons faire de la lutte contre l'indépendance fictive l'une de nos priorités car elle pose un double enjeu de défense du salariat comme de l'entrepreneuriat. Si le travail est un système de création de richesses et de distribution des revenus, c'est aussi sur lui que sont assis nos droits sociaux. Voilà pourquoi nous réfutons la remise en cause du salariat par la promotion de statuts dérogatoires.

Nous voulons porter avec détermination la lutte contre toutes les discriminations, en particulier dans l'emploi, qui sont la négation la plus violente et la plus imbécile de l'idéal républicain. Nous lutterons contre les inégalités salariales qui demeurent, à compétences égales, entre les femmes et les hommes, et contribuerons ainsi à installer l'égalité professionnelle.

Si les emplois manquent, le travail, lui, ne manque pas. Il y a, dans nos villes et nos campagnes, tant de besoins sociaux insatisfaits, parfois essentiels, dans les métiers du soin, du lien ou de la conversion écologique, et tant de

demandes d'emploi infructueuses qui ne se rencontrent pas, faute de marché solvable ou d'initiative privée, faute d'avoir ou de trouver les compétences ou les qualifications requises. Il y a, par ailleurs, de nombreux métiers qui vont disparaître à la faveur de la révolution numérique et sous la contrainte du changement climatique. Tant de métiers vont disparaître et tant sont à inventer. **Nous voulons être au rendez-vous de ces nouveaux métiers.**

Nous croyons en la possibilité du plein travail par la formation initiale et tout au long de la vie, par des mécanismes de gestion des transitions professionnelles et une assurance-chômage universelle assurant un haut taux de remplacement, par des dispositifs d'insertion dans l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées car nous avons la conviction que nul n'est inemployable. **Nous voulons donner un statut et des droits étendus au travail hors-emploi** dont l'utilité sociale est manifeste et la contribution à la vie de la nation insuffisamment reconnue.

Pour faire face aux mutations de notre appareil productif, industriel comme agricole, **nous voulons construire l'économie de demain avec les travailleurs d'aujourd'hui** et défendre nos entreprises et nos emplois d'une mondialisation déloyale, notamment grâce à une fiscalité européenne et des normes sociales et environnementales plus exigeantes primant sur les règles du libre-échange.

Nous considérons la transition écologique et énergétique comme une occasion favorable et non comme une menace. Pour peu qu'elle soit bien organisée, elle recèle, comme la dé-

pendance et les métiers du soin, d'immenses gisements d'emplois.

Nous voulons, pour cela, une action volontariste de l'État comme des collectivités locales et, en particulier, des Régions, pour

investir dans cette transition et accompagner la transformation d'activités plus anciennes à travers un soutien conditionné à la mutation productive, et un plan de formation et de transition professionnelle ambitieux.

**NOTRE ENGAGEMENT :
UN EMPLOI POUR TOUS
ET UN TRAVAIL DIGNE POUR CHACUN**



UNE POLITIQUE GLOBALE DE SANTÉ AU SERVICE D'UNE SOCIÉTÉ DU SOIN

La crise nous a ramenés à l'essentiel et à notre commune humanité. Elle a confirmé que la santé était pour les Français une priorité et qu'ils avaient un attachement viscéral à l'État social de service public. Toute grande crise offre l'occasion d'un bilan, d'un débat collectif sur nos choix de société et surtout d'un sursaut.

Dans la part d'injustice des contaminations, la crise aura confirmé que nous ne sommes pas égaux face à la maladie, que l'accès aux soins n'est pas garanti de la même manière d'un territoire à un autre, que les déserts médicaux sont autant de pertes de chance pour les quartiers populaires comme pour les territoires ruraux. Elle nous aura rappelé que les conditions de vie ou l'environnement de travail pèsent sur les indicateurs de morbidité ainsi que sur les espérances de vie. Elle aura plaidé avec vigueur, enfin, pour un renouveau des politiques de santé publique et de prévention.

Dans la pénurie de médicaments, de masques ou de dispositif médicaux, dans une recherche française à la peine dans la course aux vaccins, la pandémie nous aura fait toucher du doigt ce que la désindustrialisation veut dire et la perte de souveraineté nous coûte.

Dans l'épreuve que fut pour les soignants, pour les résidents comme pour les familles, dans de nombreux Ehpad, cette pandémie qui frappe les plus âgés d'entre nous, la dimension anthropologique du vieillissement a pris une dimension nouvelle et le chantier de la dépendance une urgence plus grande encore...

Aujourd'hui, chacun le voit, l'urgence de sauver des vies se prolonge désormais dans l'ur-

gence de changer de système. « *Prends soin de toi* » : derrière la civilité ordinaire en temps de Covid-19, un nouvel horizon se dessine, celui d'une société de bien-être se fixant pour objectif la pleine santé pour toutes et tous, et substituant des objectifs d'espérance de vie et de bien-être aux seuls classiques indicateurs de croissance et de richesse.

Cette perspective, prenant soin à la fois de l'être humain et de l'environnement dans une approche du type « *One Health* », est la seule qui puisse concilier transition écologique et prévention des crises sanitaires et des maladies. Les causes de la pandémie sont, en effet, au moins autant sociales que virales : elle est en partie le fruit des bouleversements induits sur la biosphère par notre civilisation, et ses conséquences sanitaires sont fortement aggravées par les comorbidités, et donc par les inégalités.

C'est pourquoi nous défendons une politique globale de santé au service d'une société du soin, guidée par deux objectifs sur lesquels nous proposons d'asseoir nos choix et d'évaluer nos politiques publiques :

> Réduire l'écart d'espérance de vie entre un cadre et un ouvrier.

> Accroître l'espérance de vie en bonne santé.

En France, l'espérance de vie s'accroît, mais les inégalités sociales face à la mort demeurent. Selon une étude de l'Insee parue en 2016, l'écart d'espérance de vie à 35 ans entre les diplômés du supérieur et les non-diplômés est de 7,5 ans pour les hommes et de 4 ans pour

les femmes. Nous voulons agir pour réduire ces inégalités sociales et territoriales de santé.

Mais une longue vie n'est pas toujours une bonne vie. Dans l'Union européenne, la France est ainsi le pays où l'espérance de vie à la naissance est la plus élevée pour les femmes ; mais elle ne pointe qu'au treizième rang si l'on considère leur espérance de vie en bonne santé. L'espérance de vie en bonne santé mesure la qualité de vie d'une société, nous voulons en faire notre boussole.

Mettre au cœur d'une politique de santé la question de l'espérance de vie en bonne santé et de la lutte contre les inégalités de santé conduit à franchir une nouvelle étape dans la transformation de la santé en sujet collectif de société. L'enjeu est bien de créer dans notre pays un système de santé publique comme nous avons un système de soins. Ce qui inclut d'autres approches : agriculture, urbanisme, éducation...

Le combat pour la pleine santé et la qualité de la vie se joue sur tous les fronts de la prévention. La santé ne peut plus être un sujet de spécialistes, mais une grande question démocratique et citoyenne, plaçant le soin apporté à l'autre au cœur de la réflexion politique. Le malade, l'usager du système de soin, le citoyen doivent aussi être mis au cœur de notre approche. Puisque nous devons affronter d'autres épidémies — et nous ne sommes pas encore sortis de celle de la Covid-19 — et des crises environnementales qui impactent directement la santé, nous devons mobiliser toute la société pour nous préparer solidairement.

C'est donc une véritable démocratie sanitaire que nous devons inventer, qui organise la délibération sur les grands choix de société à impact sanitaire en s'appuyant sur les principes de prévention et de précaution, protège les contre-pouvoirs et les lanceurs d'alerte, structure des choix collectifs dans les lieux de vie et les territoires, reconnaît aux citoyens des droits et un pouvoir d'intervention.

Si la France et les Français ont pu compter sur le dévouement et la mobilisation sans faille, et à tout dire hors du commun, des aides-soignants, des infirmières, des médecins et de tous les personnels hospitaliers, la pandémie n'en aura pas moins surgi dans un contexte de crise grave de l'hôpital. La pandémie aura ainsi montré, à celles et ceux qui ne les voyaient pas encore, les limites d'un Odam corseté et d'un pilotage des politiques de santé au prisme de la seule contrainte budgétaire ; les limites et les dérives d'une tarification à l'activité entraînant indistinctement activités médicales et chirurgicales dans une logique marchande, et l'hôpital dans son entier dans une culture d'entreprise qui n'est pas celle du service public. En même temps que s'organisait la réponse à la pandémie, se faisait jour la pesanteur des organisations managériales, parfois sur-administrées, d'une gouvernance ne laissant que trop peu de place aux soignants et aux patients, la vacuité aussi de tâches administratives et de « codage » devenues étouffantes au point de faire perdre le sens du travail de soignant. Se mesuraient douloureusement aussi les conséquences des suppressions de lits en aval des urgences, des ratios 1/15 et autres indicateurs contribuant à diminuer le

nombre des soignants au lit du patient. Nous avons sans aucun doute atteint une limite que la crise n'a fait que confirmer, nous ramenant à la nécessité de trouver le bon équilibre, celui du « juste soin pour le patient au moindre coût pour la collectivité ».

Dans les inégalités sociales et de santé qu'elle aura révélées, en exposant plus durement au virus les populations et les territoires les plus fragiles et les plus pauvres, comme la Seine-Saint-Denis, la pandémie aura aussi mis à jour l'importance des soins de premier recours, tant sur le plan de la santé physique que de la santé mentale, priorité pourtant tant de fois reportée. La crise a fait apparaître l'absence d'un cadre de travail collectif dans chaque territoire qui aurait permis de mobiliser de manière coordonnée les élus, les professionnels, les établissements de santé et les institutions, comme l'ARS et l'Assurance maladie pour construire des réponses adaptées. Elle aura ainsi souligné l'importance d'une bonne articulation entre la ville, l'hôpital et le médico-social, du travail en équipe pluridisciplinaire et la nécessité d'une gouvernance territoriale repensée, guidée par une logique de « besoins en santé » et plus seulement d'« offres de soins », prenant en compte les spécificités sociales, environnementales et démographiques des bassins de vie. Nous avons pu également constater que les ARS ont été conçues comme des structures de gestion de l'offre de soins, mais pas comme des structures de santé publique comme il le faudrait.

Nous voulons faire de la prévention tout au long de la vie le cœur d'une politique glo-

bale de santé avec l'ambition d'atteindre un « état complet de bien-être physique, mental et social » de la population.

Nous voulons faire reculer les maladies évitables et les inégalités sociales de santé.

Nous voulons à ce titre, mettre la santé environnementale à la confluence des politiques de prévention et de réduction des risques – 15 % de la mortalité serait liée en France à des causes environnementales – et lui assigner trois grands objectifs : la promotion d'une alimentation saine et la prévention des comportements alimentaires à risque d'abord, la réduction de l'exposition aux pollutions de l'air, de l'eau et du sol ensuite, la promotion d'une culture partagée de la santé environnementale enfin.

Nous voulons prévenir les comportements à risque et les pratiques addictives, faire reculer les infections sexuellement transmissibles et promouvoir une véritable éducation à la santé, dès l'école et jusqu'à l'université. Nous voulons parvenir dans dix ans à la première génération sans tabac, enrayer la nette progression des IST constatée depuis dix ans et développer le sport-santé pour répondre aux effets sur la santé de la sédentarité des adolescents comme des adultes et qui est responsable de 10 % des décès en Europe.

Nous voulons faire de la santé mentale la grande cause du quinquennat alors que l'offre de soins en santé mentale est, de l'avis de tous et depuis des années, insuffisante en France, en dépit de l'impact humain, social et économique majeur des troubles psychiques dans la population. La psychiatrie publique

connaît une crise encore plus prononcée que le reste du système hospitalier, qui se traduit par de graves problèmes et inégalités d'accès aux soins, par des conditions de prise en charge souvent très dégradées, et par une souffrance des personnels pourtant remarquablement investis. Nous voulons un plan d'ensemble accompagné d'une loi spécifique pour réformer efficacement en profondeur et sur la durée.

Nous voulons l'égalité réelle dans l'accès à des soins de qualité. La protection de la santé est un droit régulièrement réaffirmé depuis la Révolution française et le principe d'égalité devant la santé est un principe qui ne se négocie pas. La nation doit garantir à tous ses citoyens, quels que soient leur origine, lieu de vie, revenu, métier, âge, la protection de leur santé. Pourtant, les inégalités sociales et territoriales en santé, et les obstacles de toute nature aux soins, demeurent extrêmement importants et les conséquences en sont lourdes.

Nous voulons combattre les déserts médicaux et réduire les fractures sociales et territoriales dans l'accès aux soins qui ont explosé depuis 30 ans, accroissant les différences d'espérances de vie entre un hyper urbain et un super rural et, pour cela, réguler dans le temps la liberté d'installation des médecins.

Nous voulons réduire les obstacles financiers aux soins. Il est temps de revenir à l'esprit des fondateurs de la Sécurité sociale en considérant la santé comme un bien commun échappant aux règles du marché. Les ressources de la Sécurité sociale doivent être sanctuarisées, et une assurance-maladie uni-

verselle doit couvrir la totalité des besoins de santé essentiels.

Nous voulons réformer en profondeur l'hôpital et donner à ses personnels les moyens d'assurer ses missions de service public et d'excellence, dans la continuité des propositions formulées par les parlementaires socialistes en octobre 2019 dans le « plan d'urgence pour l'hôpital » repoussé alors par l'exécutif. Il faut désormais aller au-delà des efforts nécessaires consentis par le « Ségur de la santé » pour engager des changements structurels : gouvernance, pilotage territorial, financement et tarification, revalorisation des statuts et des carrières, recentrage sur le soin et la santé publique...

Nous voulons offrir une meilleure reconnaissance aux acteurs globaux de la santé que sont les collectivités locales, les mutuelles, les associations du secteur social, les initiatives citoyennes d'alerte ou de solidarité. La « bonne santé » est une œuvre collective qui doit être fondée sur la complémentarité des acteurs, leur coopération à l'échelle nationale et dans les territoires, et doit laisser une large part aux initiatives, notamment locales, pour innover et s'adapter en permanence, et mieux intervenir aux côtés des personnes les plus vulnérables.

Nous voulons que la France et les Européens agissent pour influencer sur les politiques et les décisions de l'OMS et de l'OMC, pour doter la première des moyens d'assumer sa vocation originelle au service des droits humains fondamentaux d'accès à la santé et aux soins, et la seconde pour ne plus permettre que la finance internationale dicte les règles qui, par

exemple, entravent aujourd'hui l'accès universel au vaccin contre la Covid-19.

Nous voulons porter une attention particulière aux publics vulnérables ou spécifiques.

Nous voulons, d'abord, mieux prendre en compte les personnes en situation de handicap et leurs difficultés spécifiques, difficultés dans l'accès aux soins faute de bâtiments accessibles, de matériels adaptés, de personnels formés ou d'offres de soins, particulièrement en zone rurale, faute aussi à certains surcoûts de déplacement, de franchise ou de dépassements d'honoraires, alors que nombre d'entre elles vivent déjà sous le seuil de pauvreté. C'est la raison pour laquelle nous voulons déconjugaliser l'allocation adulte handicapé (AAH) pour qu'elle ne soit plus fonction du revenu du conjoint ou de la conjointe.

Nous voulons, ensuite, relever le défi du vieillissement et de la société de la longévité, alors qu'à compter de 2030 et pour 30 ans, le nombre des plus de 85 ans ne cessera de croître d'année en année, et faire de la « vie chez soi » le choix le plus durablement garanti : lutter contre l'isolement, revaloriser les métiers du soin et de l'accompagnement, développer les parcours résidentiels, du maintien à domi-

cile à l'Ehad, en passant par l'habitat inclusif, l'aide aux aidants, le reste à charge...

Nous voulons, aussi, que l'égalité des droits soit aussi une égale santé pour les femmes.

Si les femmes ont une espérance de vie supérieure de quelques années par rapport aux hommes, cet écart tend à se réduire. Les questions de l'indépendance, de la procréation, de la prévention, du handicap, du vieillissement de la population doivent être au cœur des réflexions actuelles au service d'une société plus solidaire et plus inclusive.

Nous voulons, enfin, améliorer réellement les conditions de la fin de vie et créer un droit à mourir dans la dignité.

L'immense majorité des Français est favorable à l'idée de donner le droit, à ceux qui le souhaitent, d'accéder à une aide active à mourir dans les situations de fin de vie, quand il ne s'agit plus que de survie. Comme de nombreux pays l'ont déjà fait (Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Canada, Colombie, États-Unis), la France doit permettre à chacun de choisir son propre parcours de fin de vie.

La santé est la priorité des Français, elle doit être la nôtre.

**NOTRE ENGAGEMENT :
UNE POLITIQUE GLOBALE DE SANTÉ
AU SERVICE D'UNE SOCIÉTÉ DU SOIN.**



ENVIRONNEMENT & CLIMAT : PLUS DE JUSTICE, MOINS DE CARBONE

Depuis 1972 et l'alerte demeurée alors aussi fameuse que vaine de Dennis Meadows, rapport après rapport, la vérité accablante de la crise environnementale s'impose à nous : le réchauffement climatique s'accélère tandis que la sixième extinction de masse des espèces signe l'effondrement de la biodiversité. Les conséquences en sont désormais visibles à l'œil nu et à échelle de vie partout dans le monde : dérèglements climatiques, feux de forêt, pollutions multiples, maladies environnementales, pandémies mondiales se multiplient ou menacent de se répéter avec des conséquences graves et irrémédiables sur notre santé et sur la nature... L'Accord de Paris pour le climat, conclu en 2015 sous la présidence de François Hollande, avait suscité un immense espoir ; depuis lors pourtant, le cap n'est pas tenu. La jeunesse, lucide, inquiète et résolue, marche pour le climat et nous exhorte à l'action. Les citoyens s'engagent, proposent et espèrent. L'urgence climatique et écologique est désormais dans toutes les têtes. Le défi n'est plus celui des générations futures mais le nôtre, ici et maintenant.

Ni l'illusion des petits pas choisie par le gouvernement, incapable de mettre en débat, comme il s'y était engagé, les propositions de la Convention citoyenne pour le climat, ni l'écueil de la collapsologie ne viendront changer la donne. Il faut changer d'échelle, agir de façon déterminée, juste et organisée. En prenant la mesure des efforts à accomplir pour transformer nos modes de vie : de nouvelles façons de produire, de consommer, d'habiter, de se déplacer...

La pandémie de Covid-19 a révélé, si besoin en était encore, l'interdépendance de l'homme et de la nature, et celle de nos existences et nos communes vulnérabilités au niveau mondial : une seule planète, une seule santé.

Partout pourtant, les inégalités environnementales, celles du bout de la rue comme celles du bout du monde, explosent par le haut et par le bas : le bilan carbone des 1 % les plus aisés est supérieur à celui de 50 % de la population mondiale la plus pauvre... Inégalités entre les hommes, inégalités entre les nations. Inégalités dans les émissions, inégalités dans les impacts. Ces inégalités ont un coût social et environnemental considérable par la misère des uns et le privilège des autres aux modes d'existences incompatibles avec les limites de la planète.

Bien que la cause soit universelle, force est de constater que vivre sur la même planète ne suffit pas à soi seul à créer une communauté de destin ni à faire émerger de nouvelles solidarités, en particulier lorsque la défense des intérêts particuliers se conjugue aux égoïsmes nationaux. Si nous habitons la même planète, nous ne vivons pas tous dans le même monde.

La réalité est là et chacun en saisit l'enjeu. Avec la crise climatique, les inégalités environnementales se superposent aux inégalités sociales et les conditions mêmes de la transition écologique peuvent creuser ces injustices. En cela, la question écologique, comme la question sociale, s'accommode mal des faux consensus, elle est antinomique avec l'individualisme, le libéralisme comme avec le nationalisme. Rien de ce qui concerne la question

environnementale n'est indifférent désormais, pour nous socialistes, au combat pour la justice.

Pour les socialistes, il y a ce qui doit être réaffirmé : le primat de l'humanisme et de la justice sociale ; et la nécessité de donner une actualité à ces combats en intégrant pleinement le paradigme écologique pour construire le socialisme du XXI^e siècle. Nous pensons, comme Serge Audier, que « *la situation redonne actualité au socialisme démocratique et au républicanisme social qui ont promu deux des plus beaux mots du XXI^e siècle : « l'association » et « la solidarité » pour penser l'interdépendance, la mutualisation et la coopération* ». Nous croyons plus que jamais à la République sociale pour prendre en charge la question écologique, comme nous croyons à la nécessité de l'État, de la puissance publique et de ses outils de régulation, ainsi qu'à la force du débat démocratique, pour engager la transition écologique dans la justice.

La transition écologique de nos sociétés doit être une épopée collective et solidaire, un nouveau chemin de prospérité au sens premier, une occasion de repenser notre communauté de destin, et d'affronter les enjeux en s'appuyant sur les valeurs de fraternité et de justice, du partage qui prend un nouveau sens dans un monde commun aux ressources finies. La justice climatique comme objectif et comme mode d'action est pour nous l'un des leviers majeurs de transformation sociale et une condition incontournable de réalisation de nos objectifs d'égalité et d'émancipation. Il nous faut réconcilier planète et territoire, temps courts et temps longs, humanisme et

écologie. Croire toujours à l'idée de progrès, à la recherche et à la connaissance, croire plus que jamais à la créativité humaine.

Pour les socialistes, il y a tout ce qui doit changer et d'abord la hiérarchie des valeurs qui nous guide. Nous affirmons sans ambiguïté le primat de la vie sur l'économie, ce qui implique nécessairement un renversement de perspective et une profonde redéfinition de l'action publique pour être à la hauteur de l'urgence sociale et environnementale.

Les politiques que nous voulons mener s'inscrivent dans des trajectoires de transformation et de transition. La citoyenneté active et l'ancrage territorial sont deux fondements essentiels de leur réussite, qui appellent aussi une démocratie vivante, une mobilisation de la société, et des mesures très fortes de protection des plus fragiles face aux changements à mener.

Nous voulons repenser les fondements mêmes des politiques économiques et sociales et redonner la vue à un modèle de développement demeuré trop longtemps aveugle à la question sociale et environnementale. Nous voulons fonder l'action publique sur de nouveaux outils et de nouvelles modalités d'action, de nouvelles institutions : de nouveaux indicateurs de richesse et de bien-être susceptibles d'en rendre compte, une nouvelle comptabilité d'entreprise prenant en considération capital naturel et capital humain, un label RSE public pour mesurer la réalité des pratiques et la trajectoire responsable des entreprises, des budgets verts rendant compte de l'efficacité écologique et

sociale de la dépense publique, une conditionnalité des aides au service de la justice climatique, un cadre constitutionnel et législatif rendant opposables les objectifs du développement durable... Ce langage commun pour mesurer la transition des territoires et des entreprises serait un acte majeur de la démocratie citoyenne donnant à la société les instruments de sa propre transformation.

Nous voulons lier l'urgence environnementale et le combat démocratique. La prise en compte politique de l'urgence écologique est, pour nous, indissociable de la dimension émancipatrice et démocratique du projet socialiste. À la tentation de l'autoritarisme et du repli démocratique, de la dépolitisation du débat écologique et de la gouvernance par l'expertise, de l'ordre et de la soumission fondée sur la peur, nous opposons la vitalité du débat démocratique et le renouveau civique pour déterminer et conduire une politique durable des rapports socio-économiques. L'impuissance démocratique nourrit l'impuissance écologique ; la République sera écologique parce qu'elle sera sociale et démocratique ! La transition est une stratégie de transformation sociale et écologique qui ne peut être pilotée que sur la base du consentement et de la construction du compromis. La lutte pour la justice et le climat passe autant par la régulation de la puissance publique que par la capacité des citoyens eux-mêmes à peser sur les choix collectifs.

Nous voulons inaugurer un nouvel âge de la régulation et de l'action publique contre l'ancien régime du laissez-faire. Plus que jamais,

pour atteindre ces objectifs nouveaux, il y a besoin d'une puissance publique régulatrice dont il nous revient de réinventer les instruments et les institutions. La crise climatique doit signer la fin de l'État modeste ou minimal, rêvé des néolibéraux mais en définitive impuissant face à l'urgence, et le retour de la puissance publique et de l'initiative publique, nationale, locale ou européenne, pour arbitrer entre des intérêts contradictoires et en faveur de l'intérêt général et du bien commun. La puissance publique pour réduire l'incertitude et pour partager les risques. La puissance publique pour rétablir l'équité des rapports de force et orchestrer la transformation écologique et sociale de notre modèle productif ; aiguiller l'épargne pour favoriser les investissements de long terme et de la transition écologique ; construire des budgets verts justes et durables et revisiter à l'aune des nouveaux critères de richesse et de bien-être l'ensemble des politiques, pour orienter l'action publique dans le sens de la préparation de l'avenir ; intégrer les risques climatiques dans la supervision des institutions financières ; mettre la fiscalité au service de la justice climatique et du changement des comportements individuels et collectifs ; conduire des politiques de l'emploi durable, vert et garanti ; conditionner les aides publiques au respect de règles éthiques, environnementales et sociales ; investir dans la recherche, la formation et l'éducation ; garantir une juste répartition des ressources dans un monde fini ; donner au commerce mondial des règles sociales et environnementales pour rompre avec trente ans de libre-échange en échange de rien ; mettre l'État actionnaire au service de la transition écologique.

Nous voulons un pacte de solidarité social et écologique garant d'une transition environnementale dans la justice, faisant de la prévention la première garantie santé universelle, luttant contre les inégalités, garantissant l'accès à des emplois verts pour tous, prenant en compte l'empreinte carbone des contribuables, en particulier des grandes fortunes aux modes de vie incompatibles avec les limites de la planète, sécurisant les transitions professionnelles, mutualisant les risques environnementaux en faisant évoluer notre protection sociale, un bouclier face aux inégalités et aux risques de perte d'emploi et aux nécessités de conversion de nos entreprises pour construire l'industrie de demain avec les ouvriers d'aujourd'hui, l'agriculture de demain avec les paysans d'aujourd'hui.

Nous voulons nous engager résolument dans la transformation écologique et sociale de nos modes de vie, en soutenant l'investissement productif comme la recherche, pour permettre, notamment aux plus modestes, de mieux vivre, de mieux se loger, de mieux se nourrir, de mieux se chauffer. Nous voulons dès à présent un plan de relance massif à la hauteur des enjeux, de l'ordre de 150 à 200 milliards d'euros sur deux ans. Nous voulons un plan de réindustrialisation fondé sur un soutien massif aux nouvelles filières de la transition, rapprochant les lieux de production et de consommation et garant de notre souveraineté stratégique : énergies renouvelables, stockage, hydrogène, matériaux et technologies de l'éco-construction, santé, souveraineté numérique... Nous voulons faire de l'agro-écologie le modèle de référence, articulant ali-

mentation de qualité pour tous, protection de l'environnement et rémunération des producteurs. Nous voulons mettre l'aménagement du territoire et l'urbanisme durable et bioclimatique au service de la transition écologique, viser le zéro artificialisation nette des sols et renforcer les politiques de protection et de restauration de la biodiversité sur terre et en mer. Nous voulons nous engager résolument dans la décarbonation de nos modes de vie et tenir les objectifs de la stratégie nationale bas carbone : planifier les besoins énergétiques et électriques, massifier la rénovation thermique des bâtiments, soutenir l'investissement dans les réseaux électriques et gaziers et dans les énergies renouvelables, déployer véhicules électriques et bornes de recharge, soutenir le transport ferroviaire – petites lignes, trains de nuit, fret – et fluvial ainsi que les mobilités durables et douces...

Nous voulons ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire des politiques de l'habitat, pour répondre à la double urgence écologique et sociale, à travers un projet qui n'emprunte pas les voies classiques de la remédiation, mais qui interroge les racines des inégalités et les limites des systèmes existants. Nous voulons relancer la production de logement social et abordable alors que le choc d'offre annoncé par l'exécutif est un échec patent, pour produire 500 000 logements par an, dont 150 000 au moins dans le logement social. Nous voulons agir sur l'offre, sur le foncier – son usage et son coût –, sur les loyers, en les encadrant dans les zones tendues et dans le parc privé qui bénéficie de 10 milliards d'euros d'APL par an. Nous voulons conforter la rénovation urbaine des quartiers

prioritaires comme le respect strict de la loi SRU et assurer une production équilibrée de logements dans les territoires pour garantir mixité sociale et inclusion. Nous voulons, enfin, améliorer la performance environnementale des logements, au service d'une transition écologique solidaire, sortir 12 millions de Français de la précarité énergétique en dix ans et atteindre la neutralité carbone à horizon 2050.

Nous voulons défendre un combat global et planétaire. Dans un monde interdépendant et fragile, il ne peut y avoir qu'une seule santé pour l'homme et la planète. Le *New Deal* social-écologique s'inscrit dès lors dans un profond renouveau du multilatéralisme, c'est-à-dire d'une coopération internationale fondée

sur des règles de droit négociées et souverainement consenties, et d'objectifs communs prenant en compte les impératifs sociaux et environnementaux, notamment dans le commerce mondial. Il postule aussi l'invention d'une nouvelle génération de droits comme le crime d'écocide, ou le devoir de vigilance, qui protègent dans le même mouvement la dignité humaine et notre maison commune. Il nous incombe ainsi de contribuer à la rénovation d'un multilatéralisme qui élargirait le devoir de protéger à celui du sauvetage de la planète.

**NOTRE ENGAGEMENT :
PLUS DE JUSTICE,
MOINS DE CARBONE**



UNE RÉPUBLIQUE ÉMANCIPATRICE QUI FAIT GRANDIR TOUS SES ENFANTS

Du berceau à l'âge adulte, la différenciation sociale est à l'œuvre de façon aussi mécanique qu'irréversible. Les privilégiés, n'osant plus dire « *cela est juste* », disent : « *c'est inévitable* ». C'est ce que nous refusons plus que tout. L'engagement de ne laisser ni au hasard de la providence ni à des circonstances exceptionnelles le soin de décider de nos vies est la pierre angulaire du socialisme. Et c'est un combat à reprendre sans cesse.

Les inégalités sont toujours à l'œuvre dès le plus jeune âge : dans l'accès aux soins, à la mobilité, au logement, aux vacances, à la culture... Nous voyons la rudesse d'être parent isolé, la cruauté des ruptures familiales, les ravages de la pauvreté infantile, la violence des discriminations de toutes sortes : territoriales, ethniques, sexuelles. Et nous voyons les pannes répétées de l'ascenseur social auxquelles elles aboutissent.

Parmi toutes ces inégalités, une géographie du décrochage scolaire épouse les contours d'une géographie de la relégation. Dans les quartiers populaires, en banlieue des grandes agglomérations, dans de petites et moyennes villes en déprise, dans certains territoires ultramarins ou ruraux, les taux de réussite sont nettement plus faibles. Le taux de jeunes ni en emploi, ni en étude, ni en formation (NEET) y est plus de deux fois et demi supérieur à la moyenne. La part des élèves issus des quartiers prioritaires est plus importante en BTS et nettement moindre dans les classes préparatoires aux grandes écoles. Les orientations vers les filières professionnelles sont dévalorisées à tort par rapport aux filières générales. Les

taux d'insertion professionnelle à la sortie des contrats aidés sont moins importants.

Les facteurs de ces inégalités scolaires sont multiples et complexes. Ils sont sociaux, économiques, culturels, de mobilité... L'offre scolaire locale et les politiques menées par l'Éducation nationale et les collectivités y jouent aussi un rôle, car elles sont inégales d'un territoire à l'autre. À ces ressorts, il faut ajouter les stratégies résidentielles des classes supérieures qui sont étroitement liées aux stratégies de scolarisation des enfants. Elles sont autant des stratégies d'évitement qu'une recherche de l'entre-soi.

Dans ces territoires, l'école de la République, parce qu'elle est le réceptacle de ces inégalités et qu'elle est poreuse à son environnement, devient une « *école de la périphérie* » (A. Van Zanten). Elle est mise à l'épreuve dans sa capacité à intégrer, socialiser et rendre vivante la promesse républicaine : celle de choisir son destin. Pire, elle y fabrique ses propres logiques de ségrégation.

L'absence de mixité sociale et la concentration d'élèves au niveau scolaire faible et en situation de décrochage scolaire construisent une expérience quotidienne de la frustration, de l'humiliation, de la perte d'estime de soi. Parce qu'il en fut ainsi pour sa grande sœur ou son grand frère, parce que « *c'est ainsi* », beaucoup de jeunes se limitent dans leurs aspirations, dans leurs projets et leurs choix de vie. Ils s'interdisent la réussite, bien plus qu'ils ne sont réellement dans l'incapacité de l'atteindre. Cette logique est confortée dans certains quartiers de banlieue, en particulier lorsque

l'on est « issu de l'immigration ». Trop souvent, les inégalités de destin scolaire deviennent ainsi des inégalités de destin de vie. Et c'est la République qui est mise en échec. Ils ne croient plus en sa promesse. La mixité sociale à l'école, mais également la mixité scolaire à l'intérieur de l'école, sont donc indissociables de sa mission émancipatrice.

Notre modèle méritocratique est aussi en crise. L'école a même une place centrale dans les mécanismes de création et de reproduction des inégalités. Le taux de réussite au bac demeure étroitement lié au niveau de revenu des parents : seul 1 étudiant sur 10 est fils d'ouvrier et 4 % des diplômés d'un Bac+5 sont enfants d'ouvriers non qualifiés. En définitive, les plus vulnérables demeurent toujours les moins qualifiés. Une fois adulte, la pauvreté ne frappe pas au hasard : 81 % des pauvres ont, au mieux, le bac.

Nous sommes et demeurerons le parti de l'école. Nous ne croyons pas au discours servi par la majorité au pouvoir qui met dos à dos le mérite et l'égalité, et abandonne les « vaincus de la compétition scolaire » à ce qu'elle pense être leur destin de mauvais élève. Nous ne croyons pas non plus à la fable d'un « nivellement par le bas ». Nous croyons encore moins à la promesse d'un élitisme bienfaisant consistant, en réalité, essentiellement à substituer à la promesse républicaine d'« une place pour chacun », l'injonction du « chacun à sa place ». Contre la logique malthusienne des réformes en cours du lycée ou de la formation professionnelle, nous continuons de défendre l'objectif de démocratisation de la réussite scolaire

et d'élévation générale du niveau de formation de la population, car nous croyons que l'éducation demeure le principal outil au service de la liberté et de l'égalité, et que l'investissement dans l'éducation et la formation est le plus efficace pour dynamiser la créativité et l'innovation, l'emploi et la performance économique de notre pays.

Nous voulons mettre l'émancipation et la lutte contre les inégalités scolaires au cœur de notre projet éducatif, parce que l'école reste l'institution de la République qui intervient comme premier levier de réduction des inégalités. Nous avons besoin d'une école publique qui contribue à l'élévation générale du niveau de formation. Nous considérons également que la privatisation n'est pas l'avenir de l'école, elle encourage une forme de fragmentation de la société et ne saurait assurer la transmission de nos valeurs communes. Aussi, la double mixité, sociale et scolaire, au sein de chaque établissement, mais aussi de chaque classe, ne doit plus demeurer une injonction incomprise ou contournée, mais un objectif politique à soi seul. Nous voulons une école de la République qui s'adapte aux enjeux distincts des territoires, en permettant des réponses différenciées, expérimentales, avec une refonte de l'éducation prioritaire, pour donner plus de capital public à ceux qui ont moins de capital social.

Nous voulons l'excellence éducative pour tous et la réussite scolaire de chacun : pour que certains réussissent, il n'est pas nécessaire que les autres échouent. Nous voulons une école de l'acquisition des savoirs et des

compétences, mais aussi une école de l'accompagnement individuel de chaque jeune pour l'aider dans sa réussite scolaire comme dans la construction de son projet personnel et d'orientation, une école qui se donne ainsi les moyens d'atteindre l'objectif de « zéro décrocheur ». Face aux relations violentes qui se sont développées au sein même de nos écoles et de nos collègues, nous renforcerons la formation et le travail en partenariat avec la communauté éducative (parents, enseignants, équipes de santé scolaire...).

Nous voulons donc une école de la République juste pour tous, exigeante pour chacun et rassemblée autour d'orientations partagées, qui dessine un projet éducatif autant qu'un projet de société. Nous avons besoin une école de la République qui favorise la coopération et l'entraide, plutôt que la hiérarchisation et la compétition qui fracturent notre société. L'école de la coopération est aussi celle du partenariat entre l'école et les familles, entre l'école et tous les acteurs locaux, au premier rang d'entre eux les collectivités, et l'éducation populaire, une école qui participe d'un projet éducatif de territoire.

Nous voulons réhabiliter le métier d'enseignant et sa reconnaissance par la République. Mieux les former, mieux les rémunérer, mieux les accompagner dans leurs missions et les protéger dans une société souvent agressive vis-à-vis de l'école sont pour nous la condition première de tout renouveau du système éducatif. Nous réaffirmons notre attachement et notre soutien au service public et laïque de l'éducation ainsi qu'à celles et ceux qui la font

vivre, par la formation, par le recrutement, par la revalorisation des carrières et des rémunérations.

Parce que le progrès et l'émancipation sont au cœur de notre projet, nous disons aussi avec force notre attachement à la rationalité, au savoir et à la connaissance, à la science et à la démarche scientifique, à sa création et à sa transmission. Nous réaffirmons donc la centralité de l'enseignement supérieur et de la recherche. Dans un moment singulier de mutations, de ruptures et de crises, il est le siège de la compréhension du monde. Pour préparer l'avenir, transmettre les connaissances et l'esprit critique, contribuer à faire de ceux qui s'y forment des citoyens plus libres et plus égaux, il est indispensable. Nous sommes le parti de la raison et du savoir.

Et parce que nous sommes le parti de l'émancipation, nous sommes aussi le parti de la jeunesse. D'ordinaire, elle est un temps de vie plus touché que les autres par le chômage, la grande pauvreté et le mal-logement. Aujourd'hui, elle est frappée de plein fouet par la crise économique et sociale que la pandémie déclenche derrière elle. La réalité nous alarme. Avec les difficultés financières s'accroissent les difficultés à se nourrir, se loger, se soigner, poursuivre des études, accéder à un stage ou un premier emploi... Le présent devient pesant et l'avenir incertain. Dans une indifférence générale, la jeunesse s'enfonce dans la précarité. La promesse gouvernementale d'« un jeune, une solution » nous aveugle : de nombreux jeunes restent sans solution.

Être jeune continue d'être une épreuve, un

rite initiatique parfois cruel. La France a décidé d'une majorité sur le plan pénal à 16 ans, sur le plan civique à 18 ans mais ne l'accorde sur le plan social qu'à 25 ans. Pourquoi continuons-nous de croire qu'être jeune, c'est nécessairement devoir en baver et que les devoirs passent avant les droits ? Alors que dans la crise de la Covid-19, les queues des banques alimentaires se sont allongées de visages sans rides, c'est le rapport de la nation toute entière à ses enfants qu'il convient de reconsidérer radicalement. N'a-t-on rien de mieux à lui offrir que l'épreuve et la suspicion ? Rien de mieux qu'un service national universel obligatoire confondant éducation populaire et instruction militaire ? Nous réaffirmons avec force que la République est un grand acte de confiance que nous devons d'abord à notre jeunesse.

Nous voulons donc pour notre jeunesse les moyens de son émancipation pour que convergent son désir d'autonomie et son aspiration à l'indépendance.

Donner à la jeunesse les moyens de son émancipation, c'est porter des politiques publiques ambitieuses, des 1 000 premiers jours de l'enfant à ses 25 ans, de l'accompagnement à la parentalité dès la grossesse, à l'accompagnement sur le marché du travail une génération plus tard.

Donner à la jeunesse les moyens de son émancipation, c'est lui donner de nouveaux droits et combattre les inégalités qui la fracturent.

Nous voulons protéger toutes les enfances et être au côté de tous les parents : prévention de la santé des enfants et accès

aux soins, accompagnement à la parentalité et soutien à la diversification des modes de garde, formation des travailleurs sociaux, médico-sociaux, et valorisation des métiers de la petite enfance, réforme de la protection de l'enfance, accompagnement dans la dignité des mineurs non accompagnés...

Nous voulons repenser les mesures d'accompagnement par l'Aide sociale à l'enfance pour garantir à des enfants, déjà grandement fragilisés par la vie, de pouvoir s'épanouir et retrouver la liberté d'une confiance dans l'avenir. Sur la ligne de départ, nous savons que les enfants ne sont pas tous égaux. Ils ne disposent pas des mêmes atouts, ni des mêmes avantages selon leurs milieux sociaux, culturels ou familiaux, selon leur lieu de naissance ou de résidence, selon leur entourage et leur héritage aussi. Les inégalités dans l'enfance, c'est en somme l'enfance des inégalités. Si les premières années ne déterminent pas tout, elles restent néanmoins déterminantes dans la construction d'un individu. Ce n'est pas là que tout se joue, mais c'est là que tout commence.

Nous voulons de nouveaux droits pour réduire les inégalités et permettre à chacun d'être un citoyen émancipé choisissant librement son chemin. Nous voulons ouvrir des droits sociaux pour tous dès 18 ans, avec la création d'un minimum jeunesse et d'une dotation en capital de plusieurs milliers d'euros pour que démarrer dans la vie ne soit plus le privilège de quelques-uns. Nous voulons aussi des nouveaux droits pour tous en matière de logement, d'accès au numérique, à la culture, au sport, à la mobilité et aux vacances. L'expé-

rience de l'altérité et de l'ailleurs par la mobilité et la découverte ; l'expérience de l'art dans la proximité avec l'œuvre et l'artiste ; l'expérience du sport dans la pratique des clubs de proximité. Ces expériences doivent nous assurer que chaque enfant, chaque jeune, participe à la vie culturelle, sociale et éducative du pays et se construit un avenir.

Nous voulons retrouver de l'ambition pour la recherche et l'université, mettre fin au sous-investissement chronique dont elle souffre. Nous voulons permettre l'accès et la

réussite dans l'enseignement supérieur et ce, quel que soit le milieu d'origine. Enfin, parce qu'une grande part des mécanismes de production et de reproduction des inégalités économiques et sociales se trouvent au cœur même de l'enseignement supérieur, nous voulons porter une politique volontariste d'accès aux différents types de formation. Nous voulons refaire de la France un acteur majeur de la recherche, redonner une place centrale aux sciences et à la démarche scientifique.

**NOTRE ENGAGEMENT :
UNE RÉPUBLIQUE ÉMANCIPATRICE
QUI FAIT GRANDIR TOUS SES ENFANTS**



DÉMOCRATISER LA DÉMOCRATIE

Trente ans après l'euphorie suscitée par la chute du mur de Berlin, l'illusion du triomphe définitif du modèle de démocratie libérale cède la place au constat accablé d'une démocratie en panne, fatiguée et contestée de toutes parts. Et si, à la fin de l'histoire, la démocratie n'avait pas le dernier mot ? Et si elle n'était plus cet horizon indépassable du progrès politique ? La tentation autoritaire paraît plus que jamais avoir la force sociale et l'organisation politique pour prospérer et l'emballage de la défiance est partout.

La France ne fait pas exception. Nul n'en doute plus, la démocratie, et avec elle la République, aimantée par deux idées exigeantes, la poursuite de l'égalité et la promesse d'émancipation, sont en crise.

Crise de la représentation, d'abord. La crise démocratique est devenue une crise de défiance vis-à-vis d'élus accusés d'être indifférents aux préoccupations des électeurs, quand ils ne sont pas jugés corrompus. Désormais, la marée montante de l'abstention n'épargne plus aucun scrutin, pas même ceux ancrés dans la proximité.

Crise d'efficacité ensuite, portée par le sentiment d'une perte de souveraineté face à une mondialisation sans règle, d'une impuissance publique irrémédiable face aux forces du marché, que seules l'autorité et la concentration des pouvoirs pourraient prétendument surmonter.

Crise de sens, enfin. Avec à la fois une absence de maîtrise de nos propres vies face à un avenir qui inquiète et la remise en cause

d'un système qui ne répond pas aux attentes concrètes du quotidien ou ne le change pas, voire, pire, ne respecte pas les choix faits par les citoyens, nourrissant ainsi chez eux frustration et sentiment de trahison. L'épisode du référendum européen de 2005 ayant constitué en l'espèce le fait majeur et signifiant.

Cette fracture démocratique française résulte également d'autres évolutions.

Notre vie démocratique est conçue sur une approche à dominante juridique et institutionnelle où ce qui compte est d'abord le processus formel de décision. La démocratie française laisse dans l'ombre aussi bien la formation des choix collectifs que leur mise en œuvre. Or la décision seule ne fait pas les politiques publiques.

Par ailleurs, la production des politiques publiques n'est plus l'apanage de l'État : elles sont tout autant européennes et locales. Elles sont également à l'initiative des entreprises, du monde associatif, des activistes et citoyens organisés, d'un ensemble de réseaux pluralistes d'acteurs qui, tous les jours, pensent, préparent le changement, contribuent aux décisions et à leur mise en œuvre. Il nous faut être capables de saisir la somme de ces productions démocratiques. C'était déjà le cas en 1971 lorsque, autour de Simone de Beauvoir et Gisèle Halimi, les citoyennes et certains citoyens, se sont mobilisés pour le droit imprescriptible de chaque femme d'avoir recours à une IVG.

Enfin, les enjeux sont globaux et planétaires. L'explosion des mobilités et des échanges numériques transgresse frontières et logiques

institutionnelles. Les États sont devenus moins puissants que de grandes entreprises ou des milliardaires. L'action publique informelle, fondée sur la coopération, la solidarité ou l'échange de services, prend une part croissante dans nos réalités. Les citoyens eux-mêmes s'organisent et interviennent sous des formes nouvelles, de « nuit debout » aux « gilets jaunes » en passant par la formidable vitalité du monde associatif et des expérimentations locales.

Notre régime politique n'est pas adapté pour répondre à ces défis. La Cinquième République est devenue instable. Ses assises sont fragiles ; elle apparaît à bout de souffle, pathologiquement défavorable à la concertation, au débat, au compromis. Elle s'abîme dans une dérive présidentielle, dont Emmanuel Macron aura été l'acmé politique. Il a tenu à distance et en suspicion les corps intermédiaires, les partis politiques, le dialogue social comme le débat parlementaire. Il s'est réfugié dans un dialogue direct avec les Français qui relève plus certainement de la pratique plébiscitaire du pouvoir, du populisme bon teint que du véritable dialogue citoyen, au risque de légitimer les formes les plus désordonnées de mobilisations alternatives. À tel point que certains n'hésitent pas à parler d'« archipélisation » de notre vie politique et, plus largement, de notre pays.

Si le risque est désormais grand qu'une configuration politique aussi dégradée n'alimente la dislocation de notre vie politique et ne serve, en définitive, de tremplin à l'avènement d'un régime autoritaire, force est aussi de constater

que partout, pourtant, la critique des injustices et des inégalités, comme la dénonciation du réchauffement climatique et de l'urgence écologique se confondent avec le combat démocratique, affirmé comme une exigence forte. Cette exigence est la nôtre, elle nous oblige et nous guide.

Jamais en définitive, la démocratie n'a tant eu besoin des démocrates, ni de réaffirmer les principes qui la fondent en interrogeant les mécanismes, les outils et les institutions, en redonnant aussi le pouvoir d'agir à ce qui demeure la matrice : le peuple souverain.

Pour reprendre l'expression de Benjamin Barber, il faut avoir une conception « forte » de la démocratie et, pour cela, il nous faut « *démocratiser la démocratie* », en donnant plus de place aux citoyens, au Parlement et aux territoires.

Cette démocratie « forte » reste à inventer en France. Démocratie « continue », démocratie « partagée », démocratie de la « contribution » et de la « co-construction », démocratie de la « délibération », et du « consentement », tous ces termes restent à peu près étrangers à la culture politique française. Quant à la démocratie « participative », elle ressemble trop souvent à une pratique de la consultation qui laisse les citoyens aux marges de l'action publique. Quand elle ne reste pas purement incantatoire.

L'apaisement du pays, comme la conduite des réformes, passent par un changement de culture et de pratique démocratiques. À nous socialistes de faire notre révolution culturelle

et de porter cette conception nouvelle. Nous y sommes aidés par notre histoire qui combine attachement à l'État républicain, engagement local et européen, stratégie de transformation sociale passant par la mise en mouvement de la société. Pour autant, n'ayons pas peur de proposer des réformes institutionnelles profondes qui sont aujourd'hui indispensables même si elles ne résoudront pas à elles seules la crise démocratique.

Plus que de parler de Cinquième ou de Sixième République, c'est en termes de chantiers qu'il faut réfléchir : que veut-on changer ? Notre réponse est simple mais terriblement ambitieuse : ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est renforcer la démocratie.

Renforcer la démocratie par un accès élargi et un exercice facilité des droits civiques, par la promotion d'une citoyenneté active et continue, par la défense acharnée de la parité et du pluralisme politique sans lequel il n'est pas de débat véritable.

Renforcer la démocratie par le rééquilibrage de nos institutions, la dé-présidentialisation de notre République, le renforcement du rôle du Premier ministre auquel doivent appartenir, en fait comme en droit, la détermination et la conduite de la politique de la nation et par la revalorisation, enfin, du Parlement en lui donnant une centralité dans le débat politique et des pouvoirs nouveaux d'initiative, d'évaluation et de contrôle.

Renforcer la démocratie dans la défense des contre-pouvoirs, des corps intermédiaires, dans la promotion des droits de l'opposition,

de l'indépendance de la justice, du financement de la vie politique, et dans la sauvegarde de nos droits fondamentaux et de nos libertés si souvent mis à l'épreuve dans la pandémie et menacés par les appétits réactionnaires de plus en plus manifestes d'une part grandissante de l'échiquier politique.

Renforcer la démocratie, enfin, en ouvrant une nouvelle ère de la décentralisation, en affirmant une confiance renouvelée dans nos territoires, dans celles et ceux qui les dirigent, dans la proximité, gage de l'efficacité de l'action publique et dans la défense de la libre administration des collectivités territoriales. En ouvrant également la possibilité de différencier l'action publique dans le cadre d'une République garante de l'égalité entre les citoyens.

Voilà le chemin retrouvé de la démocratie et de la République sans lesquelles il n'est pas de chemin de progrès durable.

Une démocratie continue, des prémices du débat public à la mise en œuvre des politiques publiques, une démocratie ouverte à de nouveaux acteurs et à de nouvelles idées, une démocratie partagée pour tenir la promesse de François Mitterrand : « *Si je veux le pouvoir, c'est pour vous le rendre* ».

Il résulte de ce constat que six principes majeurs s'imposent à nous :

> Un équilibre des pouvoirs dans les institutions nationales pour contraindre à la confrontation des approches, à une pratique véritable de la délibération et une rupture avec le culte du pouvoir personnel ;

- > Une démocratie à plusieurs niveaux de gouvernement assumés, qui prend au sérieux les réalités de la construction européenne, et assume le visage d'une République décentralisée où les pouvoirs locaux sont respectés, reconnus dans leur autonomie et comme partenaires à part entière ;
- > Une démocratie partagée, ouverte et pluraliste, qui protège les droits des oppositions, qui permet le renouvellement et la diversité dans la représentation, qui reconnaît pleinement la légitimité de l'intervention directe des citoyens, mais également le rôle majeur du mouvement social et des « citoyens organisés », l'importance des activités, des lanceurs d'alerte et de la contre-expertise, la place importante des acteurs privés dans la production des politiques publiques ;
- > Une démocratie continue, qui complète les élections et la « décision politique », dans un processus à étapes qui organise l'implication des citoyens et des acteurs de la société dans toutes les étapes de la mise en œuvre des politiques publiques : conception, décision, mise en œuvre, suivi et évaluation des politiques publiques ;
- > Une démocratie de la délibération, du consentement et du contrat, qui valorise le dialogue et le compromis plutôt que l'affrontement et la domination, l'acceptation des réformes et des décisions par le plus grand nombre, et le recours à chaque fois que possible à la coopération et au contrat pour décider des politiques publiques et de leur mise en œuvre ;

- > Une démocratie qui retrouve le sens du débat et de la tolérance, dans laquelle les monopoles médiatiques et numériques sont combattus, où la violence symbolique et politique est bannie, où l'inclusion et l'égalité redeviennent des priorités.

Nous voulons, avant toute chose, démocratiser nos pratiques et donner une nouvelle place au citoyen à tous les niveaux. L'augmentation de l'abstention, les mobilisations alternatives à la marge du système politique, la crise de confiance démocratique sont bien réelles. Pour y faire face, **nous voulons conjuguer démocratie représentative et participation de tous** : le citoyen ne peut pas demeurer un « intermittent de la démocratie ».

Il faut affirmer une nouvelle volonté démocratique qui nécessite une démocratisation de la délibération publique. Nous sommes convaincus que l'intégration citoyenne à la prise de décision politique est un enjeu de la démocratie du XXI^e siècle.

Nous voulons ouvrir la démocratie en formant les citoyens et en facilitant la participation. Nous souhaitons également l'extension du droit de vote, la pleine parité, un financement équitable et plus démocratique de la vie publique, une révision de la façon de voter et des modes de scrutin pour approcher réellement la règle de base de la démocratie : « une personne = une voix » et une meilleure représentativité du monde politique. Cela suppose aussi de démocratiser notre démocratie en revoyant le calendrier électoral, les règles renforcées de non-cumul

ou encore la protection des lanceurs d'alerte. Cela suppose aussi, de revivifier la participation citoyenne en révisant la procédure de référendum d'initiative partagée, en valorisant le rôle du CESE, son regard sur les réformes à engager comme sa vision prospective, ou encore en codifiant le recours aux conférences citoyennes, de revaloriser le rôle des citoyens organisés en incluant les partenaires sociaux dans une loi-cadre sur la place de toutes les parties prenantes de la production des politiques publiques, ou de doter chaque citoyen d'un bon syndical.

Nous voulons en premier lieu reprendre le contrôle, « déprésidentialiser » et « parlementariser » nos institutions. Une pratique modernisée du pouvoir et de nouveaux équilibres appellent un rééquilibrage institutionnel entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Cela suppose de conduire une « déprésidentialisation » de l'exécutif et de revaloriser le rôle du Parlement. Lorsque les assemblées sont affaiblies, c'est la démocratie représentative dans son ensemble qui est affaiblie, au profit d'un hyper-président toujours plus fort et, surtout, politiquement irresponsable jusqu'à la prochaine élection.

Nous voulons revaloriser le rôle du premier ministre, préserver l'efficacité de l'exécutif tout en revalorisant le Parlement devant lequel il est responsable. C'est pourquoi nous voulons que ce soit lui qui, réellement, « dirige la politique de la nation » et qu'il soit issu des rangs des députés de la majorité. Tout discours de politique générale engagera la responsabilité du gouvernement devant le Parlement.

Celui-ci retrouvera la maîtrise de la procédure législative, ne pourra plus se faire imposer de 49-3 ou de vote bloqué, et les parlementaires ne seront plus empêchés par l'article 40.

Nous voulons un Parlement qui contrôle plus et mieux, pour pousser l'exécutif à plus d'efficacité. C'est pourquoi nous renforcerons les prérogatives et les moyens du Parlement, notamment en internalisant le rôle de certaines autorités administratives indépendantes.

Contre le « risque majoritaire » qui peut conduire à une autolimitation du Parlement, nous voulons aussi donner de nouveaux droits à l'opposition, gages de représentativité et de vitalité des prérogatives parlementaires, notamment en augmentant les droits de recours à des missions d'information et commissions d'enquête, ou en instituant un *shadow* rapporteur sur tous les projets de loi.

Mais notre démocratie ne se limite pas aux pouvoirs exécutif et législatif. Voilà pourquoi **nous voulons renforcer l'autorité judiciaire dans son indépendance** en adoptant définitivement la réforme constitutionnelle déjà adoptée dans les mêmes termes par les deux chambres lors de la précédente législature quant à la composition du Conseil supérieur de la magistrature, ou encore en supprimant la Cour de justice de la République.

Nous voulons, en second lieu, la décentralisation jusqu'au bout en faisant confiance à nos territoires. La décentralisation ne saurait dériver dans une mise en concurrence des territoires les uns avec les autres. Nous pensons, au contraire, qu'il faut revenir au cœur du

projet décentralisateur tel qu'il fut pensé par François Mitterrand et les socialistes : donner au citoyen le pouvoir d'agir sur son quotidien, tout en garantissant la solidarité entre tous les territoires.

Nous voulons recentrer l'État sur ses compétences et repenser son implantation locale, en mettant notamment fin à l'« agencification » de l'État ou en construisant des pôles départementaux de l'État, mais aussi assurer les moyens de l'accessibilité aux services publics en construisant le territoire de la demi-heure ou de la ville du quart d'heure.

Nous voulons une décentralisation solidaire qui préserve l'équilibre de nos territoires.

Cela implique de garantir les moyens des collectivités locales pour le développement de leurs politiques locales et l'ajustement de leurs compétences. Cette évolution passera par une loi de finances dédiée, une révision des dotations de l'État ainsi que par la capacité à traiter différemment des territoires différents.

C'est ainsi que nous construirons des politiques publiques complémentaires plutôt que de mettre les territoires en concurrence. Il n'est plus possible que chacun joue sa partition sans connaître celles des autres et sans égard pour celles-ci. Cela exige une redéfinition des coopérations mises en œuvre pour qu'il y ait une continuité réelle des services rendus au public.

**NOTRE ENGAGEMENT :
DÉMOCRATISER LA DÉMOCRATIE**



LA RÉPUBLIQUE DE LA SÉCURITÉ

À certains égards, comme réalité objective ou simplement comme « sentiment », l'insécurité est partout. Consubstantielle de la vie elle-même. Dans la maladie qui peut surgir et la pandémie qui guette, dans le réchauffement climatique comme dans les emportements de la nature, dans la crise économique qui toujours menace et dans la perte d'un emploi, dans la science et ses dévoiements, dans la violence du bout du monde comme dans celle du bas de l'immeuble... Pour combattre l'insécurité comme fait politique et comme réalité sociale, on a inventé l'État de droit, l'État providence, la Sécurité sociale, l'assurance-chômage... La République, comme fin et comme moyen de répondre au désir de sécurité(s) alors que paraît toujours s'élargir le champ de l'angoisse et que prospère le « sentiment d'insécurité ». La République des sécurités face à un présent menaçant et un avenir incertain.

De faits de délinquance accablants en violences révoltantes, le baromètre « fractures françaises » en donne la mesure, et voilà bien longtemps déjà que les Françaises et les Français ont mis aux premiers rangs de leurs préoccupations la question de la sécurité publique. 46 % d'entre eux mettent le niveau de la délinquance au premier rang de leurs inquiétudes, devant l'avenir de la protection sociale ou du climat... Voilà bien longtemps aussi que les socialistes, au gouvernement ou dans leurs responsabilités locales, l'ont mise aux premiers rangs de leur action en considérant que le droit à la tranquillité publique, le droit de vivre chaque jour et en tout point du territoire, sans peur et sans appréhension pour soi-même, ses proches ou ses biens, est une

exigence républicaine première et un enjeu de cohésion nationale, tant sont prégnantes les inégalités d'ordre territorial et social en la matière. La sécurité est une préoccupation au cœur des valeurs de la gauche, les plus défavorisés étant toujours les premiers menacés. De ce point de vue, on pourrait même dire que les socialistes peuvent faire valoir une expérience et un bilan avec Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur par temps de tempête avec les attentats sanglants de Charlie, du Bataclan ou de Nice, inscrivant ses pas dans ceux de Jean-Pierre Chevènement ou de Pierre Joxe, avec nos maires de grandes villes aujourd'hui à Paris, Lille, Nantes ou Montpellier... Il n'y a pas au Parti socialiste d'impensé sur les questions de sécurité, mais la conviction qu'en matière de sécurité la surenchère n'est pas seulement démagogique et cruelle, elle est surtout inefficace et paresseuse.

Protéger les Françaises et les Français, améliorer la sécurité du quotidien dans la proximité des territoires et des citoyens, assurer l'exemplarité des forces de police et de gendarmerie autant que leur propre sécurité et le respect de leur autorité, garantir la qualité des relations police-justice, nécessitent un engagement constant et déterminé, loin des postures et des rodomontades, loin des fièvres médiatiques, loin de l'exploitation électorale des peurs et des préjugés qui finissent par tout gouverner, loin des solutions expéditives et des fausses évidences.

Nous préférons toujours une sécurité républicaine à une République sécuritaire.

Parler de sécurité et de tranquillité publique, c'est rendre hommage aux policiers et gendarmes qui œuvrent au quotidien au service des Français. La police et la gendarmerie assurent une mission de service public ; et c'est en ce sens, seul, que leur rôle doit être pensé. La police de proximité, que nous nous proposons de remettre en place, ne peut pas être un simple concept, mais doit devenir une véritable culture de la paix publique, assurant l'équilibre entre la nécessaire mission répressive et le rôle, tout aussi essentiel, d'interlocuteur privilégié des Français. Mais la restauration du lien entre population et forces de l'ordre ne pourra se faire sans donner aux policiers et aux gendarmes les moyens de mener à bien leur mission. Le service de la République doit pouvoir jouer à nouveau son rôle d'ascenseur social et endiguer les phénomènes de souffrance au travail.

Pour nous, la prévention de la délinquance n'est ni une naïveté ni une faiblesse complaisante, c'est une nécessité et une ambition exigeante : prévenir un crime ou un délit, épargner et protéger les victimes potentielles, éviter que ne se gâchent de jeunes vies dans la primodélinquance, faire reculer l'insécurité qui mine tant de nos quartiers et faire progresser la tranquillité publique, éviter la récidive... nécessitent l'engagement de toutes et de tous au plus proche : police, justice, Éducation nationale, acteurs associatifs et secteur médico-social, élus locaux... L'importance que nous accordons ainsi à la prévention est la marque d'une conception authentiquement française et républicaine de la sécurité.

Œuvrer à la sécurité et à tranquillité publique, c'est aussi s'engager dans un travail ambitieux pour apporter une réponse aux problèmes dont les délits ne sont souvent qu'un symptôme. La réinsertion doit ainsi être l'objectif numéro 1 et le paradigme du parcours pénal. Elle doit prendre en compte l'ensemble des facettes de la vie des personnes ayant fait l'objet d'une condamnation, que ce soit son accès à l'emploi, à la santé, aux droits, au maintien des liens sociaux, à la formation et à la culture. Ce programme doit être ambitieux, car c'est la clef de la lutte contre la récidive.

Pour nous, la confiance de la nation dans sa police et sa justice et la qualité des relations entre elles constituent une nécessité opérationnelle autant qu'un enjeu républicain.

Notre police est républicaine : elle est la gardienne de nos libertés et de nos droits fondamentaux, elle doit aussi être « citoyenne », être au contact quotidien et à l'écoute des Françaises et des Français comme gage de réussite de leurs missions. Elle doit être tout à la fois exemplaire sur le plan déontologique, respectée dans son autorité et garante de la sécurité de ses fonctionnaires.

Parler de sécurité et de tranquillité publique, c'est ensuite rendre hommage aux magistrats et aux personnels de justice qui croulent sous les dossiers et essaient de faire vivre un service public de la justice malgré un manque de moyens qui confine parfois au dénuement. C'est aussi refuser d'opposer la police et la justice, deux maillons essentiels de la chaîne pénale et ne pas céder à la facilité du discours aussi vain que démagogique sur un prétendu

laxisme des magistrats. La justice, par l'acte même de juger au nom du peuple français, est un acteur essentiel de la paix civile et de la sécurité. Par les politiques pénales déployées, par son organisation spécifique face à certains types de délinquance, comme le terrorisme ou la grande criminalité, elle contribue à la sécurité de la nation au quotidien. Mais il n'y a pas de sécurité garantie sans confiance dans l'institution judiciaire, sans politique pénale clairement déterminée par le gouvernement et sans les moyens de conduire à bien sa mission. Pour nous, c'est donc par l'action conjointe des forces de sécurité et de la justice qu'il est possible de garantir la sécurité des Français et de combattre la criminalité à laquelle la société est confrontée.

Le rôle de la justice va toutefois au-delà, car elle est la garante de l'État de droit et du respect des libertés publiques. C'est elle qui donne le cadre dans lequel s'exerce la sécurité publique dans une démocratie. Pour reprendre Pascal, « *la justice sans la force est impuissante, la force sans la justice est tyrannique* ». En ce sens, associer les termes « sécurité » et « justice » signe la volonté d'une démocratie avancée qui ne conçoit pas la sécurité indépendamment du respect des libertés. C'est pourquoi, pour nous, la question de l'indépendance de la justice est une garantie essentielle d'une juste relation entre justice et sécurité, chacune consciente de ses devoirs. La dimension judiciaire est la garante, entre les forces de sécurité et les citoyens, d'un rapport dans lequel la mission des premières s'exerce dans le respect des droits des seconds.

Parler de sécurité et de tranquillité publique, c'est enfin rendre hommage aux surveillants et à l'ensemble du personnel pénitentiaire qui travaillent dans des prisons surpeuplées ou encore dans des services de probation débordés.

Pour nous, sanctionner, c'est faire du respect de la loi le fondement même de la paix civile et de la justice sociale. Parler de sécurité et de tranquillité publique, c'est aussi interroger la réponse que la société apporte à ceux qui trahissent le contrat social. Cette réponse doit être ferme, et au service de tous. Entre juillet 2020 et juillet 2021, la population carcérale a augmenté de plus de 15,7 %, pour des prisons aujourd'hui souvent occupées à plus de 150 % de leurs capacités. La France a déjà été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour ses conditions de détention indignes. Cette situation est inacceptable. Cette augmentation est d'autant plus inquiétante que, dans le même temps, les mesures de détention à domicile ont augmenté de 21 % par rapport au nombre de bracelets électroniques existants avant la pandémie en prouvant, une fois de plus, que les peines alternatives ne parviennent pas à faire baisser le recours à la prison. Il est urgent de repenser complètement notre système pénal : en atteignant enfin l'objectif de l'encellulement individuel, en sortant du « tout-carcéral » pour, par exemple, privilégier le sursis avec mise à l'épreuve pour les peines courtes, et en assurant un suivi complet et effectif des personnes condamnées.

Enfin, parler de sécurité et de tranquillité publiques, c'est oser porter des projets innovants,

qui, par la mise en place d'un dialogue entre les condamnés et leurs victimes, contribuent à restaurer le lien social. La justice restaurative, largement utilisée au Canada et en Belgique, a déjà fait preuve de ses excellents résultats que ce soit auprès des victimes ou des personnes condamnées. Au stade embryonnaire en France, ces projets ne peuvent plus reposer sur la seule bonne volonté de certains, mais doivent être véritablement insérés dans le parcours pénal.

Nous voulons faire à nouveau de la police un véritable service public, alors que la confiance que lui accordent les Français a baissé de 14 points en cinq ans, passant de 80 % en 2015 à 66 % aujourd'hui, et qu'elle souffre encore aujourd'hui de la politique du chiffre de Nicolas Sarkozy et des 13 000 suppressions de postes entre 2007 et 2012. Alors que le quinquennat de François Hollande avait contribué à redresser de 9 000 postes les effectifs de la police et de la gendarmerie, Emmanuel Macron, à rebours de ses promesses de campagne, a supprimé 1 109 postes depuis son élection.

Nous voulons une police enracinée dans la société, proche de la population, au cœur de la justice et de l'égalité sociale. Nous voulons une police renforcée dans sa formation, des policiers ancrés dans leurs territoires et reconus dans leur déroulement de carrière.

Nous voulons une justice qui assume ses missions en toute indépendance et une police et une justice qui travaillent dans la complémentarité et la confiance. Alors que la France consacre à sa justice un budget inférieur à celui de ses grands voisins européens et compte

moins de magistrats rapportés à sa population, nous voulons une justice qui ait les moyens humains et matériels de rendre une décision rapide et efficace, redonnant ainsi un sens à la réponse pénale apportée. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Sur le plan pénal, la justice n'a pas les moyens de traiter les dossiers transmis par la police et la gendarmerie, tous ne peuvent dès lors bénéficier d'un traitement juridictionnel, les délais d'instruction et de jugement deviennent déraisonnables, faisant naître un légitime sentiment d'incompréhension.

Nous voulons lancer « un plan Marshall » de la réponse pénale et rénover en profondeur le fonctionnement de notre système carcéral alors que la France connaît une surpopulation de ses prisons indigne d'un État de droit et est régulièrement condamnée pour cela par la Cour de justice européenne. En 2020, la population carcérale a augmenté de plus de 15,7 % en un an, pour des prisons aujourd'hui occupées à plus de 150 % de leurs capacités. Nous voulons plus largement repenser notre réponse pénale, en atteignant enfin l'objectif de l'encellulement individuel par la création de nouvelles places et par la rénovation des établissements pénitentiaires, mais également en préférant la peine de sursis avec mise à l'épreuve pour les peines courtes, et en travaillant sur la réinsertion pour éviter la récidive.

Nous voulons reconstruire le lien social par le dialogue auteur/victime et prévenir la récidive en donnant plus de place à la justice restaurative, aujourd'hui encore marginale et mal connue en France alors que les chiffres de l'Institut français pour la justice restaurative

(IFJR) montrent en effet que, grâce à des mesures réparatrices, la baisse de la récidive est de 38 % pour les jeunes violents et « *le taux de récidive sexuelle est inférieur de 70 % à 83 % par rapport à celui des non-participants* ».

Nous voulons faire de la réinsertion un objectif prioritaire de lutte contre la récidive, alors que 61 % des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement ferme récidivent et sont réincarcérés dans les 5 ans, selon l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales. Or, c'est à l'aune de ce critère de récidive, aussi complexe soit-il, que doit être appréciée la pertinence de la réponse pénale. La réinsertion, parce qu'elle contribue à prévenir la récidive, mais également parce

qu'elle participe à l'idéal républicain de fraternité, doit en ce sens s'inscrire comme l'objectif premier du parcours de peine. Elle vise à apporter une réponse aux problèmes dont les délits sont souvent un symptôme. La réinsertion se décline ainsi sous plusieurs aspects : la vie professionnelle, la santé, la formation, la vie sociale et citoyenne.

Nous voulons, enfin, une justice pénale des mineurs qui donne la priorité à l'éducatif et qui redonne toute sa place au milieu ouvert, alors que la délinquance juvénile tend désormais à se concentrer dans certains quartiers défavorisés et sur un nombre réduit de délinquants multirécidivants, donnant lieu à des phénomènes de bande.

NOTRE ENGAGEMENT : UNE RÉPUBLIQUE DE LA SÉCURITÉ



REPRENDRE LE CONTRÔLE DE NOS VIES : LE CHOIX DE L'EUROPE ET DE LA SOLIDARITÉ PLANÉTAIRE

La construction européenne n'est pour nous ni un acquis ni une contrainte ; elle est un choix collectif et un engagement que nous renouvelons chaque jour. L'Europe n'a de sens que si elle unit les États membres et les citoyens pour défendre ensemble un projet de société fondé sur la démocratie, la solidarité, la qualité de vie. Elle suppose une capacité collective à assurer la souveraineté de l'Europe, à défendre ces principes dans le monde et à relever dans la justice sociale le défi global de la transition écologique. Elle est le cadre le plus approprié pour garantir la protection des citoyens européens, pour répondre aux défis planétaires et plus spécifiquement à ceux que nous imposent les rivalités des grandes puissances.

La France et l'Europe évoluent dans un monde lourd de menaces et de déséquilibres. La violence de la mondialisation déloyale et de la globalisation libérale produit ses ravages sociaux et écologiques ; les multinationales et leurs technologies sont parfois plus fortes que les États dont la souveraineté et la capacité à protéger les peuples s'érodent. Les nationalismes s'affirment avec agressivité, la coopération internationale recule, les risques de confrontation armée, aux frontières comme au sein des nations, grandissent, de nombreux États n'hésitent pas à opposer leur capacité de nuisance à toute logique de coopération, le terrorisme reste un danger permanent mis au service de tous les extrémismes religieux et politiques. Les valeurs et l'universalisme de la démocratie libérale sont combattus, notamment par l'autoritarisme russe, l'impérialisme chinois ou les fondamentalismes religieux. Les

menaces et crises globales, climatiques, écologiques, sanitaires, alimentaires s'amplifient à un rythme accéléré et nourrissent de nouveaux flux migratoires. Dans ce monde fragmenté et déstabilisé la conscience des interdépendances, les mobilisations des sociétés civiles, les avancées comme l'Accord de Paris sur le climat, ne suffisent pas à enclencher de nouvelles dynamiques de coopération multilatérale.

Dans ce monde incertain et dangereux, l'Europe doit être l'outil de notre souveraineté retrouvée, l'instrument qui permette de reprendre le contrôle de nos vies. Nous considérons toujours que seule l'échelle de l'Union européenne permet efficacement d'assurer la paix, de défendre notre modèle de société en se donnant les moyens de peser sur la mondialisation, de répondre aux défis du changement climatique et de la transformation numérique, de lutter contre les épidémies, de combattre le dumping social et fiscal. Il revient à l'Europe de s'affirmer collectivement, de renforcer sa cohésion, de porter une vision réaliste du monde qui l'entoure et y défendre ses intérêts, tout en restant fidèle à ses traditions de dialogue et de coopération internationale. **Cela implique pour l'Europe un agenda stratégique commun et une solidarité sur la scène mondiale.**

Cette conviction implique de notre part un engagement total pour la défense, dans tous les pays de l'Union, de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains fondamentaux. L'Union est pour nous une fraternité et il ne saurait y avoir de projet européen durable sans justice sociale, sans

convergence socio-économique et humaine entre les pays qui la composent. Réduction des inégalités entre les États et les régions, rapprochement des niveaux de vie et de salaires, lutte contre la pauvreté et l'exclusion, sont, depuis Jacques Delors, les pendants incontournables du marché et de la monnaie uniques.

L'Europe est pour nous un projet politique et non technocratique, il ne s'agit donc plus de subir mais de choisir. Ce projet implique une vision partagée de l'avenir, une capacité de solidarité, de mise en commun de ressources. Il n'y a plus de projet européen s'il n'y a pas d'intérêt général commun qui transcende les égoïsmes nationaux.

Pour autant, **nous ne croyons pas à l'effacement des États-nations,** ils restent le principal espace de citoyenneté et le cadre de construction des choix collectifs. **L'Union européenne ne peut donc qu'être le choix sans cesse renouvelé d'États et de peuples qui décident d'unir leur destin et de se doter d'un agenda commun de coopération et d'intégration.**

Ce projet semblait il y a peu épuisé et l'Union en danger de mort. La domination sans partage des dogmes libéraux, l'incapacité à proposer un nouveau modèle après la crise financière de 2008, les dégâts humains considérables qui en ont résulté, les faiblesses de la démocratie européenne, tout cela semblait condamner l'Europe à la rupture avec ses peuples. **Le Green Deal mis en œuvre par la nouvelle Commission face à la crise écologique, puis le plan de relance commun face à la crise de la Covid-19, marqué par la suspension du pacte**

de stabilité et l'engagement dans une dette commune, ont ouvert la possibilité d'un nouveau chemin collectif autour de quatre mots clés : protection, souveraineté, solidarité et investissements en commun. Ces premières avancées sont largement dues aux combats de la famille socialiste européenne, mais elles restent limitées et les dangers ne sont pas écartés. Les « réformes structurelles », caractéristiques de l'agenda libéral de la Commission, pointent de nouveau leur nez derrière le plan de relance, plusieurs pays bafouent les principes démocratiques en toute impunité, les écarts de richesse s'accroissent, les égoïsmes nationaux s'affirment sans se cacher, prennent en otage les institutions communautaires et conduisent à l'immobilisme.

Nous voulons pour l'Europe un nouveau projet collectif. Les récits fondés sur la garantie de la paix après la Seconde Guerre mondiale, et sur la prospérité apportée par le marché et la monnaie unique, ne fonctionnent plus car ils sont sans prise sur ce que vivent les citoyens, confrontés aux crises à répétition, financières, économiques, sociales, sanitaires et écologiques.

Il revient aux socialistes européens de proposer ce projet. Plus que jamais, la gauche est l'avenir de l'Europe. En effet, le libéralisme dominant a conduit, sous l'emprise de majorités de droite, à l'austérité, à la libre concurrence sans limite, à la régression sociale et à la rupture avec les peuples. Le libéralisme a fait le lit du repli sur soi et des égoïsmes nationaux, il a favorisé la montée du nationalisme et du populisme qui ont montré au pouvoir leur im-

puissance et souvent leur inféodation aux ennemis de l'Europe.

Nous proposons aux socialistes européens de reprendre à leur compte la notion de « well-being », que nous avons choisi de traduire par « une vie meilleure pour toutes et tous » et qui est le fil conducteur de ce projet socialiste. Il s'agit d'un projet de société qui articule droits économiques et sociaux, et notamment droit au travail et à une vie digne ; droits humains fondamentaux, démocratiques mais aussi garantissant l'égalité, en premier lieu entre hommes et femmes, et l'accès à la santé et aux services publics ; qualité de vie et transition écologique, et enfin droit à l'émancipation par l'école et la culture.

Nous voulons un projet pour les Européens qui soit aussi un projet pour la planète et suppose une ambition partagée d'autonomie diplomatique et stratégique, d'engagement dans le renouveau du multilatéralisme et des coopérations à l'échelle mondiale, de solidarité avec notre environnement proche africain, méditerranéen, oriental, pensé comme une sphère de codéveloppement. L'Europe doit rompre avec une vision naïve de la mondialisation, se donner les moyens de son autonomie pour assumer de défendre ses intérêts face à ses adversaires et concurrents, et de lutter contre les empires par sa puissance propre et le renforcement des règles internationales. **Il nous revient de remplacer la course effrénée à la mondialisation marchande par un souverainisme européen de responsabilité, de prospérité partagée et de protection sociale et écologique.**

Nous voulons réorienter la construction européenne. Un nouveau projet passera à terme par une révision des traités, mais celle-ci n'aurait de sens que menée par une majorité de gauche en Europe. Mais il est possible d'engager beaucoup d'actions nouvelles et d'infléchir le cours de l'Europe dans le cadre des traités existants. Ni grand soir ni immobilisme, transformons par étape la construction européenne.

Nous voulons un nouvel agenda européen des coopérations, qui tire toutes les conclusions des crises et des urgences auxquelles l'Europe est confrontée. Il ne s'agit pas de proposer une Europe à la carte ou de renoncer à une intégration européenne plus poussée. Mais pour renouer avec les Européens, rétablir la confiance, l'Europe a besoin de projets concrets qui répondent à des enjeux communs et améliorent la vie de toutes et tous. C'est cela le sens d'un « agenda des coopérations ».

Nous voulons une nouvelle gouvernance économique de l'Union dont le préalable est le refus, après la crise de la Covid-19, du retour au pacte de stabilité fondé sur les critères de Maastricht qui signifierait le retour à l'austérité. L'Union a besoin de sérieux économique, des critères financiers de pilotage de la construction européenne sont nécessaires, mais la priorité est désormais de les combiner avec de **nouveaux indicateurs de richesse et de développement humain qui traduisent l'objectif d'une vie meilleure pour toutes et tous, et les impératifs de la transition écologique.** L'économie était hier au service du projet libéral, elle doit demain

être mise au service d'un nouveau projet de société social et écologique. **Ces nouveaux indicateurs doivent être placés au cœur de la gouvernance économique de l'Union** et l'ensemble des politiques européennes devra être revisité à leur aune.

Nous voulons une Europe dotée de capacités budgétaires et donc de ressources propres pour financer sa dette post-Covid-19, mais aussi mener les plans d'urgence et les investissements d'avenir européens. Faute de ressources communes suffisantes, le financement de l'Union repose sur les budgets nationaux faisant ainsi le lit des égoïsmes des États membres. **Il n'y aura pas de changement possible du cours des politiques européennes sans développement des ressources propres et sans réel pouvoir de codécision du Parlement sur les recettes et les dépenses du budget pluriannuel.** Taxe plastique, taxe sur le carbone, taxe sur les transactions financières, assujettissement réel à l'impôt des grands groupes internationaux, ISF européen, correctif carbone aux frontières de l'UE, l'ensemble de ces leviers, combiné à la lutte contre les paradis fiscaux, est indispensable pour à la fois financer l'Union et lutter contre le dumping social, fiscal et environnemental qui ronge nos sociétés et paralyse l'action publique.

Nous voulons un agenda européen des coopérations décliné autour de quatre priorités centrées sur l'égalité, l'emploi et la qualité de vie :

> **Un nouveau programme de convergence économique et sociale** qui protège les services publics et mette réellement en œuvre

le pilier des droits sociaux : soutien aux régions les plus défavorisées, éradication de la pauvreté, salaire minimum et garantie des droits sociaux fondamentaux, lutte contre l'ubérisation du travail, régime européen de réassurance chômage ;

> **Une politique combinée de l'Union et des États pour renforcer notre ambition collective en matière d'éducation, de formation tout au long de la vie, de santé et d'accompagnement social** ; faire ainsi de l'humain le principal domaine d'investissement des Européens ;

> **Une planification rapide du pacte vert – qui devrait être encore plus ambitieux – pour relever les défis de la transition écologique**, assurer l'autonomie énergétique de l'Europe et contribuer à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre à travers la transition écologique de l'industrie, les mobilités décarbonées et la rénovation énergétique des logements. La réussite de ce pacte passe notamment par des objectifs contraignants pour chaque État membre et la fin des subventions aux énergies fossiles ; elle implique d'anticiper les conséquences sociales et les enjeux de transformation du tissu industriel ;

> **Le changement de braquet dans l'investissement pour la recherche et l'innovation**, atteindre enfin les 3 % de PIB, **dans l'industrie et l'emploi**, pour construire notre leadership dans les filières stratégiques, faire émerger les emplois de demain et assurer la souveraineté de l'Union.

Aller plus loin ensemble à travers cet agenda des coopérations suppose de réunir simultanément trois conditions :

- > **Les États membres et le Parlement européen doivent adopter ensemble ce nouvel agenda afin de donner le signal de la rupture avec les égoïsmes nationaux et fixer un mandat clair à la Commission.** Ils doivent aussi doter l'Union d'un budget plus ambitieux ou d'un second plan de relance finançant les politiques communes et pas seulement les plans de relance des États. C'est le défi que nous lançons au président Macron dans le cadre de la présidence française de l'Union au premier semestre 2022. Celui qui a, par exemple, largement raboté la directive européenne sur le congé parental devra faire la preuve de son engagement pour une nouvelle Europe ;
- > **Le respect de l'État de droit et des droits fondamentaux des citoyennes et des citoyens de l'Union est la condition de la participation à ce projet commun.** Ceux qui le refusent devront choisir : participer à ce nouveau projet porteur d'espoir ou partir ;
- > Enfin, **il n'est pas de projet commun possible, ni d'impôts européens acceptables, sans renforcement de la démocratie européenne :** renforcement du rôle du Parlement européen qui doit partager l'initiative législative avec la Commission, implication accrue des collectivités locales, transparence des travaux du Conseil, possibilité renforcée d'intervention directe des citoyens. La confiance retrouvée des citoyens dans le projet européen passe par des avancées démocratiques.

Nous sommes européens et internationalistes. Ce nouvel agenda des coopérations devra se combiner avec une stratégie internationale commune visant à faire de l'Europe un acteur global, protecteur de ses habitants, œuvrant à une fraternité planétaire.

Nous voulons doter l'Europe d'objectifs communs sur la scène mondiale. Le premier défi porte sur la lutte contre le changement climatique, enjeu global par excellence, dont dépend aussi l'avenir de notre continent. Il va de pair avec la réforme du commerce international. Outre les volets fiscaux et financiers évoqués ci-dessus, l'Europe doit œuvrer à **modifier les règles du commerce international** pour passer du libre-échange au juste échange qui mette au même niveau le droit international du commerce, du travail ou de l'environnement et préserve la souveraineté alimentaire des peuples. Elle doit aussi se mobiliser pour **réguler le numérique**, protéger les données personnelles, restreindre le ciblage publicitaire en ligne, fixer un cadre éthique à l'intelligence artificielle, limiter la puissance des GAFAM en garantissant le pluralisme et la concurrence. Enfin, un nouveau multilatéralisme passe également par une **capacité collective à affronter les crises sanitaires**, les anticiper, coopérer dans leur gestion, et assurer la disponibilité des vaccins et traitements sur l'ensemble de la planète.

Nous voulons porter avec nos partenaires européens une vision ambitieuse de renouveau du multilatéralisme autour de la mise en œuvre des objectifs de développement durables (ODD) de l'agenda 2030 et suivant

la déclaration politique « *Pour un multilatéralisme nouveau, juste et inclusif* » élaborée par les organisations socialistes internationales. Dans ce cadre, les Européens doivent devenir collectivement les principaux financeurs et animateurs des institutions internationales de coopération. Il leur revient également de renforcer leur engagement au service de la diversité des langues et des cultures et de la libre circulation des étudiants, des chercheurs et des artistes et intellectuels.

Nous voulons doter l'Europe d'une doctrine et d'une capacité stratégique communes, diplomatiques et militaires. Il ne peut y avoir de mutualisation plus poussée sans doctrine commune, construite si nécessaire au sein d'un premier cercle d'États volontaires. Celle-ci repose à nos yeux sur quatre piliers : l'autonomie stratégique, qui peut se combiner avec une alliance atlantique refondée — en considérant que ce n'est plus aux États-Unis et à quelques États européens qu'incombe la responsabilité de protéger et de défendre mais bien à toute l'Union européenne avec l'OTAN,, une industrie de défense européenne, la priorité donnée à une réponse commune aux nouveaux défis globaux (terrorisme, cybersécurité, facteurs déclencheurs des migrations, conséquences des changements climatiques...), et l'attention portée aux enjeux géopolitiques de notre sphère directe d'interdépendance eurafricaine et méditerranéenne.

Nous voulons construire un nouveau partenariat avec l'Afrique et la Méditerranée qui sorte de la dérive actuelle de sécurisation et d'externalisation des migrations, un partena-

riat élaboré collectivement et dans la transparence. Cela suppose une mise en commun des programmes d'aide au développement, un nouveau partenariat avec les ONG et les sociétés civiles en Europe et dans nos pays partenaires.

Nous voulons une politique commune d'asile et d'accueil des migrants. Si elle a des frontières, l'Europe ne peut être une forteresse.

Cette politique doit permettre de respecter le droit d'asile, d'assurer la solidarité entre les États et de venir en soutien des nations et des territoires qui se mobilisent pour l'accueil des réfugiés. Nous refusons que l'Europe organise le tri et la rétention des réfugiés hors de ses frontières, nous voulons instituer des visas humanitaires et une agence européenne de l'asile, véritable « Ofpra européen », indépendante, capable de répondre rapidement, avec des critères communs, aux demandes d'asile sur le territoire de l'Union européenne.

Nous voulons une Europe qui assume son statut de première puissance maritime mondiale.

Cela lui confère un rôle spécifique dans la défense des océans et de leur biodiversité, mais aussi dans le développement des énergies marines renouvelables ou la décarbonation du transport maritime. Elle doit aussi construire des partenariats régionaux là où sont localisées ses régions ultramarines, notamment dans les Antilles, l'océan Indien et le Pacifique, partenariats fondés sur le juste échange et le codéveloppement.

Ce projet européen a des conséquences pour la France qui doit se montrer à la hauteur des défis et adapter ses politiques à la

nouvelle ambition européenne que nous appelons de nos vœux.

Nous voulons un renouveau de la citoyenneté européenne en France. Notre pays ne peut prétendre jouer un rôle leader en Europe et négliger la citoyenneté européenne et la compréhension des peuples européens. Soutien aux associations européennes, jumelage, enseignement des langues, coopération culturelle, tout est aujourd'hui en jachère et doit être relancé. La société française doit s'engager dans un renouveau de la relation franco-allemande et tisser des liens nouveaux avec les pays scandinaves, l'Europe orientale et les Balkans dont elle comprend souvent mal les réalités.

Nous voulons une politique de défense et une diplomatie française au service de l'action internationale de l'Europe. Défendre l'Europe comme acteur global sur la scène internationale ne doit pas conduire à un « désarmement » diplomatique et militaire de la France. Cela implique une nouvelle ambition culturelle internationale, une nouvelle feuille de route pour notre diplomatie, et un effort de renforcement de nos capacités militaires qui doivent être adaptées aux enjeux, plus que jamais mobilisables dans un cadre partenarial, notamment pour contribuer à la sécurité des frontières de l'Europe. Cette capacité militaire de la France doit être définie dans la transparence d'une programmation militaire faisant l'objet d'un débat démocratique et placée

sous le contrôle effectif du Parlement.

L'enjeu de la relance du projet européen n'est pas non plus sans conséquences pour la famille socialiste, travailliste et sociale-démocrate elle-même. Nous savons que la vision que nous proposons n'est pas forcément consensuelle. Notre famille politique est parfois traversée par les mêmes contradictions que l'UE, notamment en lien avec les égoïsmes nationaux, et certains de nos partis « frères » ne sont pas sans tache quand il s'agit du respect des droits humains et démocratiques, ou de corruption. Au sein du Parti des socialistes européens, l'appel permanent à « l'unité de la famille » sert trop souvent à reporter débats et clarifications.

Nous voulons un Parti des socialistes européens qui renoue avec un véritable débat interne, fasse de son prochain congrès, qui doit avoir lieu en 2022, le moment du choix collectif d'un projet pour l'avenir de la construction européenne, que nous devons porter ensemble aux élections européennes de 2024.

Nous voulons un PSE qui redevienne un parti transnational de militants et mène des campagnes citoyennes européennes autour des combats principaux qu'il entend mener, un PSE qui clarifie sa stratégie politique et s'engage dans la construction du rassemblement européen de la gauche et de l'écologie.

**VOUS
SABOTEZ
MOUS
BÂTISSONS
NOTRE AVENIR**

NOS
PROPOSITIONS
POUR
VIVRE MIEUX

UN EMPLOI POUR TOUS, UN TRAVAIL DIGNE POUR CHACUN

MIEUX VIVRE AU TRAVAIL, INVENTER L'ENTREPRISE NOUVELLE

1 Mettre en place une politique de pleine santé au travail. Mieux connaître et identifier les risques et les maladies professionnels en renforçant la recherche en santé du travail et les organismes de veille. Mieux prévenir les risques et maladies professionnels en garantissant un accès rapide et de qualité à un service public unifié de prévention et de santé au travail et un meilleur suivi des travailleurs. Mieux reconnaître et réparer les risques et maladies professionnels, notamment en révisant le tableau des maladies professionnelles.

2 Revenir sur les ordonnances Macron de septembre 2017 et la création du comité social et économique (CSE) qui ont eu pour conséquence une centralisation des IRP (Institutions représentatives du personnel) au détriment du rapport de proximité que permettaient les instances comme les délégués du personnel, le comité d'entreprise et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

3 Généraliser la participation des administrateurs salariés dans les conseils d'administration. Nous proposons deux administrateurs dans les entreprises de plus de 500 salariés, un tiers dans celles de plus de 1 000 salariés et une moitié dans celles de plus de 5 000. Il s'agit là d'un pas décisif qui permettrait aux salariés de participer véritablement au gouvernement de l'entreprise. Cette réforme en profondeur est de nature à consolider nos entreprises.

4 Promouvoir l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'entrepreneuriat social. Faciliter la création et le développement d'activités selon les valeurs de l'économie solidaire et sociale en lien avec les territoires pour répondre à des besoins d'intérêt général. Revenir sur la diminution des emplois aidés pour relancer la création d'emplois et l'insertion de personnes souvent éloignées de l'emploi.

MIEUX VIVRE DE SON TRAVAIL, PLUS DE JUSTICE ET MOINS D'INÉGALITÉS

5 Fixer un objectif de limitation des écarts de rémunération de 1 à 20 entre le plus bas et le plus haut salaire.

6 Revaloriser les premiers de tranchée. Convoquer une conférence nationale sur l'utilité sociale, le partage de la valeur et les rémunérations, et ouvrir une négociation nationale interprofessionnelle sur le SMIC et le point d'indice dans la fonction publique. Dans ce cadre, rendre obligatoire par branche une revalorisation de la classification des plus basses rémunérations pour les professions les plus dévalorisées.

7 Armer les travailleurs des plateformes et réformer le statut d'auto-entrepreneur pour le limiter à sa vocation initiale de démarrage d'une entreprise ou d'activité de complément.

8 Faire respecter le principe de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes. Atteindre l'objectif de l'égalité salariale entre femmes et hommes d'ici 5 ans en sanctionnant tous les manquements. Réformer l'index égalité pour mieux prendre en compte les inégalités dans les déroulements de carrière et les évolutions des responsabilités dans l'entreprise. Mettre en place un véritable congé deuxième parent.

9 Aligner la fiscalité du capital et du travail et introduire une plus grande progressivité de l'impôt, prenant en compte l'impôt sur les revenus et l'impact de la fiscalité indirecte (les taxes à la consommation annulent environ ¼ de la réduction des inégalités obtenue par la redistribution directe).

TRAVAILLER TOUS, PROMOUVOIR UN NOUVEAU MODÈLE VERS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

10 Développer une assurance-chômage universelle. Elle doit concerner les intermittents de l'emploi – dont les chefs d'entreprise et les travailleurs indépendants – et permettre une meilleure gestion des transitions professionnelles. Les droits sociaux doivent enfin être attachés à la personne, et non à son statut, y compris pour faciliter la mobilité imposée par la nouvelle donne économique et sociale. À court terme, il est indispensable de continuer le financement du chômage partiel, de soutenir la réduction temporaire du temps de travail sans perte de salaire, ainsi que les actions « former plutôt que licencier » dans les temps libérés.

11 Mettre en œuvre un dispositif pérenne « former plutôt que licencier » pour accompagner les transitions. Pour à la fois protéger l'entreprise, préserver les compétences humaines et préparer le rebond, il peut être nécessaire de réduire temporairement le temps de travail et de former les salariés sur le temps libéré pour accompagner la transformation de l'entreprise ou les préparer à de nouveaux métiers.

12 Créer un contrat de transition sociale et écologique qui encadre les aides publiques aux entreprises, au niveau national comme régional. Instaurer une conditionnalité des aides. Le soutien public en subvention doit reposer sur des engagements sur plusieurs critères : la création d'emplois, la qualité des emplois et des conditions de travail (y compris les engagements en matière de formation), la qualité du dialogue social, et l'engagement dans la transition écologique.

13 Reconnaître et valoriser le travail hors emploi. Donner des droits supplémentaires à celles et ceux qui travaillent chaque jour gratuitement dans l'ombre, et parfois sans juste reconnaissance, que l'on soit aidant familial, bénévole dans une association, jeune en service civique ou sapeur-pompier volontaire.

14 Mettre en place un droit à la formation tout au long de la vie. Retrouver l'esprit initial du compte personnel de formation avec un capital formation modulé en fonction de la durée de formation initiale afin de corriger les inégalités de formation et de permettre un véritable accompagnement de chacun. Engager une réforme profonde du compte personnel d'activité, aujourd'hui inconnu des salariés, et du compte personnel de formation aux volumes de droit à la formation dérisoires. Renforcer les droits à la formation pour les métiers pénibles. Financer une année pour une formation ou un nouveau projet professionnel à l'initiative du salarié, brique essentielle et complémentaire du nouveau dispositif de transition professionnelle qui ne concerne que les emplois menacés. Permettre aux salariés du privé qui le souhaitent de bénéficier (comme c'est le cas dans le public) d'une année de disponibilité avec possibilité de récupérer son emploi à son retour. Mieux reconnaître toutes les expériences professionnelles et citoyennes via un passeport de compétences.

TRAVAILLER TOUS, PROMOUVOIR UN NOUVEAU MODÈLE VERS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

15 Déployer un plan de transformation écologique de l'emploi, par l'entreprise, par filière et par territoire. Il doit privilégier le sur-mesure, l'expérimentation locale et l'innovation sociale. Il doit accompagner le nécessaire investissement massif dans les filières vertes comme la rénovation énergétique des bâtiments, les énergies renouvelables, l'économie du réemploi et le changement de modèle agricole.

UNE POLITIQUE GLOBALE DE SANTÉ AU SERVICE D'UNE SOCIÉTÉ DU SOIN

METTRE EN PLACE UNE POLITIQUE DE PRÉVENTION TOUT AU LONG DE LA VIE

16 **Faire reculer les maladies évitables en luttant contre leurs facteurs de risque.** Par la promotion d'une alimentation saine et durable : une agriculture qui se prive progressivement d'utiliser des intrants ou des produits phytosanitaires, un recours facilité aux circuits courts, à l'agriculture raisonnée et au bio dans les cantines, une TVA réduite sur le bio pour instituer un prix équivalent avec les produits issus de l'industrie. Par la réduction de l'exposition aux pollutions via notamment l'instauration d'un « toxiscore » sur les produits alimentaires, l'habillement, les matériaux de construction et les biens de consommation, un étiquetage obligatoire qui informe sur la présence de substances toxiques.

17 **Faire reculer les maladies évitables en prévenant les comportements à risque et les pratiques addictives.** Par la prévention des conduites addictives : en se fixant l'objectif de parvenir en 10 ans à la première « génération sans tabac », en poursuivant la politique d'augmentation des prix et en étendant les interdictions de fumer aux lieux publics extérieurs. En engageant un grand plan de lutte contre les infections sexuellement transmissibles.

18 **Expérimenter un remboursement par la Sécurité sociale du sport sur ordonnance** pour certaines affections de longue durée.

19 **Augmenter le nombre et les salaires des infirmiers, des psychologues et des médecins scolaires et universitaires** pour répondre aux besoins de suivi des élèves et étudiants et accroître l'attractivité des postes.

20 **Faire de la santé mentale la grande cause du quinquennat.** Mettre à niveau les financements de la psychiatrie, paupérisée depuis de nombreuses années. Un plan d'augmentation des budgets de 10 % les premières années sera nécessaire pour renforcer les effectifs soignants, créer des structures de soins innovantes, et développer les compétences de tous les professionnels par des formations spécifiques.

ASSURER L'ÉGALITÉ DANS L'ACCÈS À DES SOINS DE QUALITÉ

21 **Établir les plans régionaux de santé en concertation avec les élus territoriaux et les soumettre au vote des collectivités territoriales** et instituer des conseils de territoires de santé à l'échelle des bassins de vie, dotés de moyens propres, pour associer élus, mutuelles, monde associatif et citoyens au pilotage des politiques de santé publique et du système de soin.

22 **Éradiquer les déserts médicaux en dix ans** : pour les nouveaux diplômés, instaurer une obligation d'installation aidée de 5 ans dans les territoires sous-dotés, selon des règles à définir avec les doyens, les ARS et les organisations professionnelles et étudiantes. Refuser l'installation des médecins en secteur 2 dans les territoires sur-dotés en médecins de la même spécialité.

23 **Sanctuariser et étendre les ressources de la Sécurité sociale, grâce notamment à une CSG progressive** qui nécessiterait d'unifier les taux selon les types de revenu et d'être « familiarisée » pour tenir compte de l'ensemble des revenus du foyer fiscal.

24 **Tirer les enseignements de la pandémie.** Renforcer l'offre de soins en réanimation pour atteindre l'objectif cible de 10 000 lits disponibles en cas de crise par modulation des lits de soins intensifs et par la formation spécialisée de personnels infirmiers exerçant dans d'autres services. Relancer la souveraineté sanitaire de la France et de l'Europe en matière de médicaments et de dispositifs médicaux. Relocaliser la production des médicaments essentiels.

25 **Réduire les obstacles financiers aux soins et étendre le champ de la prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale** pour tous et redéfinir, à l'issue d'un débat démocratique tenant compte de la nouvelle approche de la santé que nous proposons, un panier solidaire de prévention et de soins remboursé à 100 % par la Sécurité sociale. Nous proposons, dans le même esprit, de supprimer le ticket modérateur à l'hôpital, permettant ainsi aux patients de bénéficier de soins hospitaliers remboursés à 100 % par l'Assurance maladie.

26 **Réformer profondément l'hôpital** pour donner à ses personnels les moyens d'assurer ses missions de service public d'excellence : réorganiser l'hôpital et sa gouvernance pour le recentrer sur les soins et la santé publique, revoir les politiques des ressources humaines en dissociant le nombre de personnels du nombre de lits, afin d'établir une disponibilité suffisante de soignants pour assurer la continuité des soins, notamment en cas de crise sanitaire, revoir les modalités de la tarification. Construire un mode de financement des hôpitaux basé, selon le type d'activité médicale, sur trois types de tarification combinés : à la « capitation » ou au forfait pour les maladies chroniques (somme attribuée pour chaque patient pris en charge), à l'acte pour les soins programmés aigus, notamment chirurgicaux, et à la journée pour certaines spécialités comme les soins palliatifs ou la psychiatrie.

ÊTRE ATTENTIF AUX PUBLICS VULNÉRABLES OU SPÉCIFIQUES

27 **Créer des dispositifs spécialement adaptés aux besoins des personnes vivant avec un handicap dans les structures de santé**, pour les adultes comme pour les enfants comme, par exemple, des centres multidisciplinaires adaptés aux troubles autistiques, en favorisant le plus possible le respect des habitudes de vie et le choix des personnes concernées.

28 **Lancer un vaste plan de médicalisation des Ehpad** pour tendre vers un ratio situé entre 0,8 et 1 agent par lit dans les Ehpad à l'horizon 2026. Les Plfss successifs devront mobiliser un milliard par an pendant 5 ans car ce coût ne saurait peser une fois de plus sur les familles.

29 **Faciliter le maintien à domicile. Faire du logement adapté une priorité** pour ne plus déplorer 10 000 décès par an chez les plus de 65 ans du fait d'accidents domestiques.

30 **Lutter contre la précarité menstruelle** en appliquant le « 100 % remboursement » ou en prenant en charge les achats de protections féminines périodiques pour les femmes en situation de précarité.

31 **Améliorer réellement les conditions de la fin de vie et créer un droit à mourir dans la dignité.** Créer un droit à l'euthanasie dans les situations de fin de vie confirmées médicalement et selon le seul choix de chacun, dans des conditions d'accompagnement soignant et éthique parfaitement définies. Une clause de conscience des médecins sera prévue pour ceux qui ne souhaitent pas prendre part à l'application de cette décision de leur patient.

PLUS DE JUSTICE, MOINS DE CARBONE

LA PUISSANCE PUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

32 Compléter le PIB par des indicateurs de bien-être et de respect des objectifs du développement durable devant servir de base au pilotage des politiques publiques.

33 Inscrire les objectifs du développement durable et la préservation des biens communs mondiaux dans la Constitution.

34 Instaurer un budget « vert » comme outil de suivi des contributions « bien-être » et « vert + carbone » des dépenses publiques.

35 Conditionner les aides publiques au respect d'un certain nombre de contreparties : respect des enjeux sociaux et élaboration d'une stratégie interne de réduction des gaz à effet de serre et de l'empreinte écologique, modération des rémunérations des dirigeants, lutte contre les discriminations, transparence fiscale...

36 Faire évoluer la politique de l'Union européenne en matière de justice écologique, notamment à travers un plan d'investissement massif associant Union européenne, États et collectivités locales pour gagner la course de vitesse contre le changement climatique, transformer les infrastructures, financer les transformations de l'industrie, assurer la solidarité.

37 Réguler la finance et l'épargne pour pénaliser l'investissement dans des actifs nuisibles au climat et à la biodiversité et promouvoir les investissements durables et de long terme.

38 Créer un ISF vert qui financerait exclusivement et directement l'accompagnement social à la transition écologique pour les plus modestes (changement de véhicule, nourriture de qualité, abonnements au train...) et fixer une « règle d'or de la fiscalité environnementale » assurant la transparence et la pertinence de l'usage : 50 % pour des dépenses accélérant la transition écologique ; 25 % redistribués pour atténuer les impacts de la nouvelle fiscalité sur les ménages en difficulté ; 25 % pour des mesures sociales (aides sociales, réduction des taxes pouvant constituer un frein à l'emploi, etc.).

39 Créer un chèque climat de plusieurs centaines d'euros par an pour 80 % des ménages afin de prendre en compte les surcoûts, notamment de l'énergie et des carburants, liés à la période de transition. Son montant tiendra compte de la composition et des revenus des ménages – il sera ainsi « boosté » pour les plus modestes d'entre eux.

40 Créer un million d'emplois verts au service de la transition écologique, en mobilisant plusieurs dispositifs, notamment Tzclid au sein de comités locaux pour l'emploi solidaire pour une politique de l'emploi vert, garanti et durable.

GREEN DEAL : DES BALISES POUR LA TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE DE NOS MODES DE VIE

41 **Instaurer un plan local d'urbanisme bioclimatique pour des villes zéro carbone.** C'est la pièce maîtresse de l'urbanisme durable pour mieux anticiper, atténuer ou s'adapter aux dérèglements climatiques. En définissant un cadre réglementaire local ambitieux, ce PLU permet de porter les enjeux tels que le zéro artificialisation nette et/ou neutralité carbone sur toutes les futures opérations d'urbanisme, et ce aux différentes échelles.

42 **Créer une TVA circulaire pour donner une « seconde vie » aux produits.** De nombreux pays européens ont d'ores et déjà institué des taux réduits. C'est pourquoi nous proposons d'instituer une TVA réduite à 5,5 % aux activités de réparation et de réemploi et à la vente de biens d'occasion, de produits reconditionnés et éco-conçus, de matières recyclées et des produits qui en sont issus.

43 **Relancer le fret ferroviaire français.** Ces 20 dernières années, des centaines de gares de fret et d'embranchements ont été fermés, et le nombre de cheminots travaillant à Fret SNCF est passé de 12 000 à 4 000. Afin d'enrayer cette dynamique et se fixer un objectif de 30 % du transport de marchandises par le fret ferroviaire avant 2030, stopper la privatisation de Fret SNCF, prélever 1 milliard par an sur les profits réalisés par les sociétés d'autoroutes afin d'investir dans le développement des infrastructures de fret ferroviaire et accorder un bonus écologique aux entreprises réalisant 50 % de leur transport de marchandise par rail.

44 **Lancer la mobilisation nationale pour atteindre l'objectif 100 % renouvelable en 2050** ce qui passe par une accélération de la production d'énergies renouvelables combinée à un investissement massif dans le stockage, les nouveaux vecteurs énergétiques comme l'hydrogène, et les réseaux de transports et de distribution qui seront regroupés au sein d'un pôle public.

45 **Faire de l'agroécologie le modèle de référence** et viser en 2030 une capacité à produire pour deux tiers avec les labels Agriculture biologique (AB) et la certification Haute Valeur environnementale (HVE) de niveau 3, avec des cahiers des charges qui doivent être enrichis de la dimension carbone.

46 **Mettre en place une « prime climat » pour en finir avec les passoires thermiques et sortir 12 millions de personnes de la précarité énergétique dans les dix prochaines années.** La « prime pour le climat », c'est zéro avance de trésorerie pour les propriétaires au moment des travaux grâce à un préfinancement public couvrant jusqu'à 100 % des coûts de rénovation thermique et d'acquisition des équipements.

47 **Bâtir un « bouclier logement pour tou-te-s », en lien avec la prime climat,** pour que d'ici la fin du quinquennat, chaque ménage, où qu'il habite dans notre pays, puisse vivre dignement en ne consacrant pas plus de 25 % de ses revenus à son budget logement (loyer chargé).

INTERDÉPENDANCES ET SOLIDARITÉS

48 **Instaurer une nouvelle génération de traités de commerce international** respectueuse des normes sociales et environnementales, de la loyauté de la concurrence et de nos modèles sociaux contre le dumping agressif de nombre d'États.

49 **Instaurer un véritable crime d'écocide**, défini dans la proposition de loi des députés socialistes comme « *toute action concertée et délibérée tendant à causer directement des dommages étendus, irréversibles et irréparables à un écosystème, commise en connaissance des conséquences* ».

UNE RÉPUBLIQUE ÉMANCIPATRICE, QUI FAIT GRANDIR TOUS SES ENFANTS

PROTÉGER TOUTES LES ENFANCES, ÊTRE AU CÔTÉ DE TOUS LES PARENTS

50 **Améliorer la professionnalisation des travailleurs sociaux.** Systématiser l'analyse et la supervision des pratiques pour les éducateurs travaillant auprès des jeunes. Rendre obligatoire la formation continue pour les travailleurs sociaux, seule profession à ne pas en disposer.

51 **Investir dans l'avenir, investir dans nos enfants via les « contrats jeune majeur ».** Rendre obligatoire la proposition par le conseil départemental d'un contrat « jeune majeur » aux jeunes confiés de 18 à 21 ans, et de façon optionnelle jusqu'à leurs 25 ans.

52 **Impulser un « Big Bang » de la protection de l'enfance.** Organiser des états généraux de la protection de l'enfance, précédés d'assises locales. Élaborer à moyen terme un véritable Code de l'enfance adapté à la Convention internationale des droits de l'enfant. Réformer l'aide sociale à l'enfance au profit d'un service de protection de l'enfance. Simplifier le fonctionnement du futur service de la protection de l'enfance en réduisant drastiquement le nombre d'interlocuteurs, par la nomination d'un ministre de plein exercice à la protection de l'enfance, secteur regroupant plusieurs domaines (justice, éducation, santé) au niveau national et par la nomination par l'État d'un interlocuteur unique des services de l'État pour le président du conseil départemental.

DE L'ÉGALITÉ RÉELLE AU CITOYEN ÉMANCIPÉ : DE NOUVEAUX DROITS POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

53 **Garantir le droit effectif au logement et à la mobilité** pour les étudiants : doubler le nombre de logements à destination des jeunes à l'horizon 2030, avec la fixation d'une superficie minimale de 15 m² par logement pour une personne ; créer un fonds de soutien aux « colocations solidaires » qui permettent à des jeunes d'habiter en colocation dans les quartiers prioritaires de la ville et de s'engager quotidiennement dans la création de lien social et la lutte contre les inégalités ; revenir sur la réforme du mode de calcul des APL et les coupes opérées ces dernières années qui pénalisent les jeunes. Faire en sorte que tout jeune, qu'il soit étudiant ou non, dispose d'un **droit effectif à la mobilité** d'une durée d'un an, que cette mobilité se fasse en France (hors du département d'origine) ou à l'étranger.

54 **Promouvoir le sport pour toutes et tous.** Réinstaller un ministère des Sports de plein exercice. Mettre en place un « pass'sport » de 50 euros par an pour favoriser l'accès des jeunes, dont les familles bénéficient de l'allocation de rentrée scolaire et les jeunes adultes handicapés jusqu'à 25 ans, à la pratique sportive en club. Expérimenter un « 1 % sport », sur le modèle du « 1 % artistique », dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville pour obliger les aménageurs, dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain, à consacrer au moins 1 % du montant de l'investissement à la construction d'équipements sportifs accessibles à toutes et tous.

55 **Renforcer l'émancipation par l'accès aux loisirs. Favoriser l'accès à la culture** : créer une bourse d'aide à la création artistique pour les jeunes, pilotée par les différentes directions régionales des affaires culturelles (DRAC), pour permettre aux jeunes artistes de se consacrer pleinement à leur activité de création. Développer les budgets participatifs dédiés à la production artistique et culturelle au bénéfice de projets définis par des jeunes (à l'initiative de collectivités et/ou d'établissements culturels). **Créer un droit effectif aux vacances.** Soutenir le départ de 200 000 enfants et jeunes par an d'ici la fin du quinquennat. Créer un fonds national d'aide au départ afin de financer le départ des 3 millions d'enfants totalement exclus du droit aux vacances.

DES CITOYENS ÉMANCIPÉS QUI CHOISISSENT LIBREMENT LEUR CHEMIN

56 Créer un minimum jeunesse ouvert aux 18-24 ans, dont le versement serait automatique, pour lutter contre le phénomène de non-recours, conditionné selon le niveau des revenus, comme pour le RSA, ainsi qu'une « **dotation tremplin** », visant à donner à chacun, dès 18 ans, un capital permettant de financer tout ou

partie de sa formation et de ses projets et ainsi de s'insérer plus facilement dans le marché de l'emploi. La dotation pourra servir à financer : des actions de formation initiale ou professionnelle, des projets de création d'entreprise, et enfin la préparation à l'examen du permis de conduire ou d'un autre mode de transport, collectif ou individuel.

CULTURE PARTOUT, POUR TOUTES ET TOUS

57 Réaffirmer le droit à une éducation artistique et culturelle pour les jeunes et les moins jeunes, tout au long de sa vie et renforcer l'accès à la culture sur tous les territoires (bourse d'aide à la création artistique pour les jeunes, maisons d'art pour les très jeunes, chantiers d'été, label 100 % EAC, etc.).

58 Sécuriser les parcours artistiques, mieux accompagner les professionnels de la filière et garantir la diversité de la création et de la diffusion face notamment aux géants du numérique (écoles de la première marche, nouveau régime pour les artistes-auteurs, parité femme/homme, tiers lieux culturels, investissements d'avenir, promotion du pluralisme des médias et de l'information, abrogation du pass culture, etc.).

59 Opérer une refondation du ministère de la Culture afin de l'adapter aux grandes mutations d'aujourd'hui, conférer à nouveau la priorité au budget de la culture et donner à l'Europe les moyens d'agir pour protéger la richesse et la pluralité (ministère de la Culture des territoires, maintien de l'exception et de la diversité culturelle, doubler le budget du programme Europe créative, promotion d'une Europe de la culture, etc.).

L'ÉMANCIPATION PAR L'ÉCOLE

60 L'école de la réussite pour tous. Organiser un dialogue à l'échelle de chaque territoire avec tous les partenaires de l'école, pour établir de façon concertée les nouvelles modalités de carte scolaire visant à garantir une mixité sociale et scolaire adaptée aux établissements comme aux territoires. Fixer avec les établissements privés sous contrat des obligations concertées en termes de mixité sociale et scolaire qui pourront s'accompagner d'une modulation de certaines dotations (politique à co-construire avec les collectivités locales).

61 Organiser des « assises de l'éducation prioritaire » dès l'automne 2022. Évaluer les effets et affiner les besoins de l'éducation prioritaire de façon collective et transparente. Élaborer avec les acteurs de terrain un nouveau référentiel permettant d'actualiser la cartographie des établissements prioritaires, les moyens nécessaires, les pédagogies et les évaluations adaptées. Intégrer les lycées dans le dispositif d'éducation prioritaire.

62 Donner aux enseignants les moyens d'accomplir leurs missions : rétablir une formation initiale et continue – enseigner est un métier qui s'apprend –, revaloriser les carrières et les rémunérations actuellement inférieures à celles de la plupart des enseignants des pays développés, restaurer l'attractivité du métier avec notamment la mise en place d'une véritable culture RH au sein de l'Éducation nationale.

63 Mettre en œuvre l'objectif « zéro décrocheur » en proposant pour chaque jeune un accompagnement individuel assuré par un enseignant, un personnel éducatif ou un partenaire de l'école, autour de trois objectifs : donner accès à toutes et tous à un soutien scolaire gratuit, amener chaque jeune à construire son projet personnel, améliorer l'orientation et ouvrir à chacun-e de nouvelles perspectives.

64 Faire émerger partout dans le pays des projets éducatifs de territoire qui organisent les actions coordonnées des acteurs de la communauté éducative, et font notamment le lien avec la culture et le monde de l'éducation populaire.

65 Favoriser l'accompagnement des jeunes dans leur parcours de professionnalisation. Mettre en place un véritable passeport orientation pour chaque jeune, droit à la découverte des métiers et droit au stage. Développer l'alternance à tous les niveaux de formation comme parcours de réussite et de promotion sociale. Instaurer un droit à la reprise d'études pour pallier les sorties précoces et un véritable droit à la formation tout au long de la vie. Valoriser et réfléchir au développement des années de césure : elles permettent d'éprouver d'autres expériences, d'autres engagements, tout en ayant la possibilité de reprendre des études.

UNE AMBITION RETROUVÉE POUR LA RECHERCHE ET L'UNIVERSITÉ

66 Renforcer le financement de la recherche publique, de l'université et de l'emploi scientifique.

Augmenter le financement par étudiant pour revenir en 2027 au niveau de 2008, via le rattrapage en 5 ans du financement par étudiant à l'université par rapport à ceux des autres formations du supérieur et en particulier des CPGE. Porter le financement de la recherche publique à 1 % du PIB d'ici 2027. Renforcer la conditionnalité de certains dispositifs de soutien aux entreprises (notamment le CIR) aux activités de recherche sur le territoire national et à l'embauche de docteurs.

67 Conforter la recherche. Simplifier les procédures de financement de la recherche via un rééquilibrage entre les financements dits « récurrents ». Simplifier et harmoniser les procédures d'appel à projet. Réserver le financement de l'ANR à de grandes priorités, et en particulier aux questions environnementales, et renforcer son appui aux projets collaboratifs et interdisciplinaires portés par les universités et les organismes de recherche.

68 Garantir l'accès à l'enseignement supérieur et mettre en place les conditions de la réussite étudiante.

Remplacer Parcoursup par un nouveau parcours d'orientation plus respectueux du projet personnel des jeunes, mettre fin à une sélection par les capacités d'accueil quand elles sont seulement le résultat de la pénurie de moyens des universités. Relancer la création de centres de soins universitaires (CSU) donnant accès gratuitement à des consultations généralistes ou spécialisées, augmenter les moyens et le recrutement de professionnels et personnels (notamment médecins et psychologues) et créer une véritable coordination avec l'offre de soin locale. Faire du numérique un véritable outil de la réussite en lançant un grand plan de numérisation des universités. Favoriser l'engagement étudiant en mettant en place de véritables processus d'accompagnement et de valorisation. Informer l'ensemble des étudiants sur les possibilités offertes (césure, service civique, engagement associatif et syndical). Créer des emplois étudiants dans les universités au service de la réussite étudiante, de la vie de campus et de la transformation écologique des campus.

DÉMOCRATISER LA DÉMOCRATIE

DONNER UNE NOUVELLE PLACE AU CITOYEN À TOUS LES NIVEAUX

69 **Aller au bout de la parité nationale et localement pour éviter les stratégies d'évitement** : nous proposons la parité au sein du gouvernement, aux élections législatives et sénatoriales au niveau national, et le renforcement des sanctions en cas de non-respect de la parité. Au niveau local, la parité de l'exécutif communautaire, du binôme maire/premier adjoint, du binôme président-e/1^{er} vice-président-e pour les intercommunalités, départements et régions.

70 **Financer la vie politique autrement et donner à chacun une place en la matière.** En France, l'État dépense en réductions d'impôt associées aux seuls dons aux partis politiques 21 fois plus d'argent public pour les 10 % les plus riches que pour les 50 % les plus pauvres. Le financement de la vie politique par les dons est donc profondément inégalitaire : il favorise de fait les plus aisés qui y gagnent ainsi une influence renforcée. Nous proposons de gommer les avantages liés à la fortune personnelle en instituant des « bons pour l'égalité démocratique » permettant à chacun de soutenir la formation de son choix.

71 Mettre effectivement en œuvre l'extension du droit de vote aux étrangers ressortissants de pays hors de l'Union européenne aux élections locales (municipales, départementales, régionales) et ouvrir l'exercice du droit de vote aux jeunes à partir de l'âge de 16 ans.

72 **Faire en sorte que mes choix politiques comptent et pèsent.** Nous proposons de diversifier les modalités de vote (vote par correspondance, vote sur trois jours) et de reconnaître tous les choix (reconnaissance du vote blanc).

73 **Définir nationalement un mode de scrutin qui cesse de déformer la réalité politique et sociologique** en dépassant l'opposition franco-française entre scrutin proportionnel et scrutin majoritaire pour arriver à un système qui respecte la parité, la proximité, en donnant plus de choix aux électeurs.

74 **Revoir le calendrier électoral pour décorrélérer présidentielle et législatives** et revenir sur l'obligation actuelle de tenir les législatives quelques semaines après les présidentielles.

75 **Faire de la participation citoyenne une modalité « normale » d'expression démocratique** : nous proposons de mettre en place la possibilité d'amendements citoyens, de faciliter le référendum d'initiative citoyenne et de revivifier le droit de pétition en révisant les seuils de recevabilité et en amenant le législateur à se saisir plus facilement de ce type de requête. Nous proposons de faire en sorte que les parrainages pour l'élection présidentielle relèvent non plus uniquement des élus, mais aussi des citoyens (250 parrainages d'élus et 150 000 parrainages citoyens).

76 **Donner naissance à un « pacte pour une démocratie continue, ouverte et partagée »** sous la forme d'une loi cadre, élaborée en coopération entre le Parlement, le CESE et les associations de collectivités locales ; loi cadre portant sur la participation des citoyens, des associations et du mouvement social à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques, y compris les budgets, textes législatifs et actes réglementaires majeurs.

77 **Placer sous le contrôle du Parlement une agence nationale du débat public ayant aussi pour mission de financer des contre-expertises indépendantes**, de valoriser l'expertise d'usage des citoyens, et de donner suite aux contributions des lanceurs d'alerte pour ce qui relève des politiques publiques.

REPRENDRE LE CONTRÔLE : « DÉPRÉSIDENTIALISER » ET « PARLEMENTARISER » NOS INSTITUTIONS

78 Rééquilibrer les pouvoirs au sein du couple exécutif en donnant davantage de pouvoir au premier ministre, en lui confiant la détermination et la conduite effective de la politique de la nation, le pouvoir de nomination, à l'exception de celui relevant des affaires étrangères et de la défense, et le recours au référendum de l'article 11. **Confier au premier ministre le pouvoir de dissolution de l'Assemblée nationale.**

79 Revaloriser le rôle du Parlement en rendant obligatoire l'engagement de la responsabilité du gouvernement sur son discours de politique générale, en limitant drastiquement aux sujets techniques les possibilités de recours aux ordonnances qui permettent au gouvernement de prendre des mesures qui relèvent normalement de la compétence du Parlement, en supprimant le 49-3 et le vote bloqué, et en offrant la possibilité d'une motion de censure constructive, qui veut que l'on ne renverse un gouvernement qu'en le remplaçant, et en **facilitant la saisine du Conseil constitutionnel.**

80 **Accroître les droits de l'opposition**, notamment en facilitant le recours aux commissions d'enquête et aux missions d'information.

FAIRE CONFIANCE À NOS TERRITOIRES ET RECENTRER L'ÉTAT SUR SES MISSIONS ESSENTIELLES

81 Centrer l'État sur ses compétences et repenser son implantation locale. Renverser la logique qui préside à notre organisation institutionnelle et resserrer l'action de l'État sur ses compétences régaliennes, énumérant celles-ci dans la Constitution et en laissant le reste des compétences aux collectivités locales, qui ne pourront être remises en cause.

82 Garantir les moyens financiers des collectivités locales et leur autonomie financière pour construire des politiques publiques au plus proche des territoires par la compensation intégrale et évolutive des transferts de charges de l'État, la révision des dotations de l'État de sorte d'une part, à garantir un niveau de ressources minimum, et d'autre part, à renforcer leur rôle « péréquisiteur » en tenant notamment compte des inégalités territoriales et par la création d'une loi de financement des collectivités locales.

83 Ajuster les compétences des collectivités locales à leurs missions et accepter de traiter différemment des situations différentes en consacrant le droit à la différenciation pour favoriser l'innovation territoriale, en passant par l'expérimentation sans que celle-ci amène nécessairement à la généralisation, et en reconnaissant un véritable pouvoir réglementaire aux collectivités pour faciliter les adaptations territoriales et renforcer le mouvement de simplification des normes.

84 Rompre avec la logique de concurrence entre territoires et créer des pactes coopératifs interterritoriaux qui doivent permettre de remettre au cœur des problématiques, non les perspectives organisationnelles mais bien les citoyens, le territoire vécu, la notion d'équité et l'aspect coopératif au détriment de la concurrence territoriale.

UNE RÉPUBLIQUE DE LA SÉCURITÉ

REFAIRE DE LA POLICE UN VÉRITABLE SERVICE PUBLIC

85 Récréer une police de proximité : en France, la police est plus une police d'intervention qu'une police de proximité. Créée à partir de 1998 par le gouvernement Jospin, la police de proximité a été supprimée par Nicolas Sarkozy en 2003. Le 8 février 2018, la police de sécurité du quotidien (PSQ) a été lancée par Emmanuel Macron. Une politique de sécurité, ce n'est pas qu'une politique des effectifs. C'est important, mais pas suffisant. La PSQ manque d'un cadre clair et d'objectifs précis : il est nécessaire de passer du concept à une politique publique incarnée.

86 Revaloriser le métier des policiers : lutter contre la souffrance au travail des policiers en leur donnant les moyens d'exercer leur mission dans les meilleures conditions. Ceci doit passer par une révision du système des primes exceptionnelles pour lui préférer une véritable revalorisation salariale ; l'intégration des primes reçues dans le calcul des droits à la retraite ; l'amélioration de l'accompagnement psychologique et administratif en cas de situations difficiles ; l'effectivité des congés (quand aujourd'hui beaucoup de fonctionnaires sont rappelés alors qu'ils sont en vacances) ; une expérimentation pour définir quelles tâches administratives pourraient être supprimées ou simplifiées ; une révision du système de promotion en interne.

87 Renforcer la formation initiale et continue des policiers : en augmentant le temps de formation en école ; en diversifiant les stages (notamment auprès de la justice et des milieux associatifs) ; en augmentant les budgets consacrés à la formation continue (quand 1 fonctionnaire de police sur 3 n'effectue pas les séances de tir réglementaires) ; en formant davantage les policiers à l'accueil des victimes (notamment des victimes de violences sexuelles) ; en expérimentant un décloisonnement entre les gardiens de la paix, les officiers, les commissaires et la police technique et scientifique pour favoriser la coopération et le dialogue.

88 Renouer avec la population : en expérimentant la participation des citoyens à certaines commissions ou au suivi d'enquêtes ; en intégrant des agents de police et de gendarmerie aux conseils de quartier ; en organisant des réunions annuelles de présentation de l'activité des forces de sécurité à la population ; en sensibilisant au rôle des policiers par des interventions dans les écoles.

89 Lancer « un plan Marshall » de la réponse pénale pour restaurer la confiance et améliorer le continuum police-justice.

90 Parachever l'indépendance de la justice : en supprimant la Cour de justice de la République pour les infractions commises par les ministres qui devraient être jugés par des tribunaux de droit commun et en parachevant la réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) : avis conforme sur les nominations et inamovibilité des magistrats du siège et du parquet.

91 Donner les moyens à la justice pour une réponse pénale rapide et efficace. Nous proposons de porter une grande loi de programmation sur la justice avec une vision sur 10 ans permettant d'en accroître les moyens budgétaires. En attendant de combler le retard, il faut prendre des mesures urgentes pour redéployer les moyens de la justice et traiter autrement certaines infractions. Nous proposons la « déjuridictionnalisation » de certaines infractions de masse (du type conduite en état d'ivresse sans accident) en privilégiant des mesures administratives et des amendes automatiques, mais en réservant néanmoins la possibilité au contrevenant de contester devant une juridiction.

92 Rénover et créer de nouvelles places en prison pour lutter contre la surpopulation carcérale : pour atteindre enfin l'objectif de l'encellulement individuel. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de mettre en place un programme pluriannuel de baisse de la population carcérale, déclinable pour chaque territoire. Ce programme rendra également compte de la rénovation des établissements pénitentiaires existants, ainsi que de la création de nouvelles places supplémentaires. Le gouvernement devra en rendre compte devant le Parlement au moment de la présentation du budget. Ce programme devra comporter une mesure de « numéris clausus inversé » prévoyant la sortie anticipée (avec des mesures de contrôle) du détenu le plus proche de la fin de peine en cas d'entrée en surnombre d'un nouvel incarcéré.

93 Sursis avec mise à l'épreuve rénové pour remplacer les courtes peines de prison : le taux de récidive des personnes ayant été condamnées à de courtes peines augmente de 22 % entre 2013 et 2017, quand la progression est de 14 % pour les longues peines. L'objectif est de limiter l'emprisonnement en proposant une peine de contrôle. Cette peine viserait à rendre obligatoire pour le condamné : le fait de travailler, de se faire soigner et, le cas échéant, de suivre une thérapie contre les addictions, de rembourser les victimes, de ne pas fréquenter les coauteurs ou les complices condamnés, de ne pas paraître dans tel ou tel endroit... Des travaux d'intérêt général pourraient également y être intégrés.

94 Augmenter le nombre d'agents des services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP)

et en assurer le fonctionnement 24h/24 : les agents du SPIP sont aujourd'hui 6 000 pour assurer le suivi de 65 000 détenus et 162 000 condamnés en extérieur. L'augmentation annoncée de 7 000 agents en 2022 ne peut suffire ; les SPIP fonctionnent aujourd'hui sur des horaires de bureau quand, à titre de comparaison, la police ou les services pénitentiaires tiennent des permanences continues. Les SPIP doivent pouvoir assurer un suivi 24h/24 pour éviter que l'incarcération ne soit parfois que la seule solution possible.

95 Institutionnaliser la justice restaurative

: délié du parcours judiciaire, ce concept doit poursuivre trois objectifs majeurs : reconstruire les victimes, responsabiliser les auteurs et prévenir la récidive. Aujourd'hui, les programmes de justice restaurative reposent trop souvent sur quelques personnes motrices qui supportent seules des projets chronophages et peu connus. C'est pourquoi il conviendrait de créer dans chaque service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) un équivalent temps plein (ETP) spécifiquement dédié à l'organisation des programmes de justice restaurative ; créer une ligne budgétaire spécifiquement dédiée : le budget consacré à la justice restaurative est aujourd'hui fondu dans celui de l'aide aux victimes et de l'accès au droit. La création d'une ligne budgétaire spécifique permettrait un meilleur suivi et faciliterait l'augmentation des moyens octroyés aux programmes de justice restaurative ; encourager le recours à la justice restaurative, notamment pour les mineurs et les primo-délinquants, à travers la formation des magistrats et une information systématique des auteurs d'infractions et des victimes tout au long du parcours pénal.

FAIRE DE LA RÉINSERTION L'OBJECTIF N°1 DANS LA LUTTE CONTRE LA RÉCIDIVE

96 Améliorer la mesure de la récidive et le suivi des détenus, dans un objectif de réinsertion : mettre en place un bilan complet à l'arrivée de la personne en détention (situation administrative, état de santé, aspirations professionnelles, etc.) et généraliser les séjours en « quartiers de pré-sortie » pour accompagner le retour à la vie normale ; en affiner le suivi du taux de récidive et en faire un indicateur de performance du ministère de la Justice.

97 Réinsérer par la formation et par l'emploi : mettre en place dans chaque établissement pénitentiaire une commission chargée de la réinsertion professionnelle ; diversifier le travail pénitentiaire qui se cantonne encore aujourd'hui à des activités peu rémunérées et peu qualifiantes ; l'État pourrait être le premier à encourager ces projets d'insertion en faisant du travail pénitentiaire une priorité dans la commande publique ; consolider le partenariat avec l'Éducation nationale pour lutter contre l'illettrisme et encourager les détenus à obtenir un diplôme.

98 Réinsérer par la vie sociale et l'accès aux droits : doter chaque établissement pénitentiaire d'une unité de vie familiale ; proposer un accompagnement aux familles ; et rendre obligatoire, durant la période de détention, un accompagnement et une formation de chaque détenu aux démarches administratives nécessaires pour pouvoir bénéficier de ses droits.

99 Réinsérer par la santé : on estime que, dans la population carcérale, 8 hommes sur 10, et plus de 7 femmes sur 10 présentent au moins un trouble psychique, avec une comorbidité très présente (troubles anxieux, bipolaires, dépressions, psychoses...). C'est pourquoi il est urgent de rendre obligatoire un bilan somatique à l'accueil et à la sortie de l'établissement pénitentiaire pour permettre une prise en charge adaptée. Les programmes de lutte contre les addictions doivent être renforcés.

100 Faire de l'éducatif l'objectif réel de la justice pénale des mineurs en renforçant la place de la justice pénale des mineurs dans les contrats locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, en réaffirmant notre attachement aux trois grands principes qui régissent la justice pénale des mineurs (l'atténuation de responsabilité selon l'âge et la personnalité du mineur, la primauté de l'éducatif, la spécialisation de la juridiction) et en renforçant les moyens de la protection judiciaire de la jeunesse qui sont très insuffisants, particulièrement pour les services de milieu ouvert et les établissements de placement éducatif ou d'hébergement diversifié.

LE CHOIX
DE L'EUROPE
&
**DE LA SOLIDARITÉ
PLANÉTAIRE**

UN NOUVEL AGENDA EUROPÉEN DES COOPÉRATIONS

101 **Le développement des ressources propres de l'Union :** taxes plastique et carbone, taxe sur les transactions financières, imposition des GAFAM et des grands groupes internationaux, ISF européen, correctif carbone aux frontières de l'Union.

102 **De nouveaux indicateurs de richesse et de développement humain sur la base desquels piloter les politiques européennes, remplacer le pacte de stabilité par un cadre adapté à chaque pays et favorisant l'investissement dans la transition sociale et écologique.**

103 **Au-delà du plan de relance post-Covid, un plan d'investissement complémentaire sur 5 ans** pour répondre aux enjeux de la transition sociale et écologique, associant notamment politique de l'énergie et politique agricole et dégagant des moyens financiers issus des fonds structurels, de la BEI... Il s'agit de verdir notre économie (renforcer l'efficacité énergétique des bâtiments, augmenter la part des énergies renouvelables, investir dans une mobilité propre...) et également d'accompagner les territoires, et en particulier les travailleurs.

104 **Un « Airbus » du renouvelable** qui rapprocherait les grandes sociétés énergétiques européennes. Ce groupe aurait pour ambition d'accélérer le développement des énergies renouvelables en Europe et d'atteindre ainsi plus rapidement les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. Il serait également le fer de lance d'une grande politique d'investissements publics

105 **Une révolution de la PAC,** l'amélioration de la qualité de l'alimentation et une législation européenne contre le gaspillage alimentaire demeurent notre combat malgré la réforme bien éloignée de cela qui est sur le point d'aboutir. **L'interdiction du glyphosate,** des néonicotinoïdes tueurs d'abeilles et des perturbateurs endocriniens.

106 **Création d'une dotation universelle à destination des jeunes européens.** Celle-ci permettrait à chaque jeune européen atteignant la majorité de disposer d'un compte personnel destiné à financer des études, une formation ou un projet de création d'entreprise.

107 **Un salaire minimum correspondant à au moins 70 % du salaire médian dans tous les pays de la zone euro et la mise en place d'une stratégie de convergence vers le haut de ces salaires minima.** Une telle stratégie aurait à la fois un impact social – lutte contre la pauvreté – et économique – **convergence des politiques salariales.**

108 Une Europe de l'égalité entre femmes et hommes : ratification de la Convention d'Istanbul **pour lutter contre les violences faites aux femmes ; droit européen à l'avortement à inscrire dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ; un congé parental indemnisé à 78 % du salaire brut et réparti au sein du couple.**

109 Une nouvelle initiative européenne visant à mettre en place un **filet de sécurité social et sanitaire européen pour les personnes âgées**, portant sur leurs droits, leurs ressources et leur qualité de vie (aidants, maintien à domicile, dépendance...).

110 Une Europe plus démocratique avec un **Parlement de plein exercice** dont les représentants seront élus pour 5 ans au suffrage universel direct sur des listes européennes. Un Parlement qui partage avec la Commission l'initiative législative, qui vote le budget et fixe les objectifs économiques, sociaux et environnementaux de l'Union, tenant lieu de mandat à la BCE ; mais aussi la **publicité des débats du Conseil européen, et l'élargissement du droit de pétition des citoyens.**

111 Une stratégie internationale commune pour protéger les Européens et œuvrer à une **fraternité planétaire**, une stratégie d'influence qui permette de placer l'Union européenne, avec le soutien des expertises des sociétés civiles, au cœur des instances et organisations internationales de régulation afin d'œuvrer en profondeur à la réforme du multilatéralisme.

112 Réforme des institutions onusiennes pour rendre possible un véritable renouveau du multilatéralisme.

113 Le respect des normes européennes (sociales, sanitaires, climatiques et environnementales) dans les traités commerciaux sous peine de sanctions.

114 La création de visas humanitaires et d'une agence européenne de l'asile, véritable « **Ofpra européen** », indépendante, capable de répondre rapidement, avec des critères communs, aux demandes d'asile sur le territoire de l'Union européenne. **Un accord de Paris sur la gouvernance mondiale des migrations. Des voies légales de migrations économiques** – appuyées sur les données du secteur de l'emploi.

115 **Le renforcement de la défense de l'Europe et de la sécurité des Européens** fondé sur l'approfondissement du partage de l'analyse des menaces et la nécessité de mettre en œuvre de véritables capacités militaires communes et réactives, sur une véritable stratégie industrielle commune et sur le soutien à la recherche et développement, l'accroissement des compétences partagées au sein d'Europol, d'abord dans le domaine du terrorisme, puis de la criminalité transnationale, pour faire face aux principales menaces, y compris de cybersécurité, une coopération judiciaire plus forte entre les États membres.

116 **Affirmation de l'Europe comme puissance culturelle avec la création d'une chaîne d'information, sorte de « Voice of Europe »**, sur le modèle des grandes chaînes internationales, dont l'objectif serait la promotion des valeurs européennes et **le soutien à la traduction et au multilinguisme** avec la création d'un fonds européen Umberto-Eco pour financer la traduction et la diffusion des œuvres européennes au sein et en dehors des frontières de l'UE.

ANNEXES

CES PROPOSITIONS DE LOI QUI ONT NOURRI LE PROJET

1

Proposition de loi visant à lutter contre l'indépendance fictive en permettant des requalifications en salarié par action de groupe et en contrôlant la place de l'algorithme dans les relations contractuelles (Sénat).

2

Proposition de loi visant à moderniser les modalités de vote pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires (Sénat).

3

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité (Sénat).

4

Proposition de loi tendant à garantir effectivement le droit au respect de la dignité en détention (Sénat).

5

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique de la Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune (Sénat).

6

Proposition de loi visant à améliorer la politique de la petite enfance et à renforcer l'égalité des chances dès les premières années de la vie (Sénat).

7

Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle, à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs (Sénat).

8

Proposition de loi relative à l'accompagnement vers l'autonomie des jeunes sortant de l'aide sociale à l'enfance (Assemblée nationale).

9

Proposition de loi relative à la création d'une aide individuelle à l'émancipation (Assemblée nationale).

10

Proposition de loi relative aux premières mesures de lutte contre l'accaparement des terres et pour l'installation des jeunes agriculteurs (Assemblée nationale).

11

Proposition de loi visant à réformer la fiscalité des droits de succession et de donation : protéger les classes moyennes et populaires, et mieux redistribuer les richesses (Assemblée nationale).

12

Proposition de loi pour une limite décente des écarts de revenu (Assemblée nationale).

13

Proposition de loi portant création d'une prime pour le climat et élimination des passoires thermiques (Assemblée nationale).

14

Proposition de loi contre la désertification médicale et pour la prévention (Assemblée nationale).

15

Proposition de loi portant reconnaissance du crime d'écocide (Assemblée nationale).

16

Proposition de loi pour une école vraiment inclusive (Assemblée nationale).

17

Proposition de loi « entreprise nouvelle et nouvelles gouvernances » (Assemblée nationale).



SEPTEMBRE 2021